



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

**Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions
- TPSGC**

Place du Portage, Phase III

Core 0B2 / Noyau 0B2

11 Laurier St./11, rue Laurier

Gatineau

Québec

K1A 0S5

Bid Fax: (819) 997-9776

SOLICITATION AMENDMENT

MODIFICATION DE L'INVITATION

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

**Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur**

Issuing Office - Bureau de distribution

Miscellaneous Special Projects Division (XN)/Division
des projets spéciaux divers (XN)
Canadian Building
219 Laurier Ave. West, 13th Floor
Room 13077
Ottawa
Ontario
K1A 0S5

Title - Sujet Solution d'achats électronique(SAE)	
Solicitation No. - N° de l'invitation EN578-131350/H	Amendment No. - N° modif. 018
Client Reference No. - N° de référence du client 20131350	Date 2016-07-29
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$XN-111-30112	
File No. - N° de dossier 111xn.EN578-131350	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2016-08-31	Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Thauvette, Maxime	Buyer Id - Id de l'acheteur 111xn
Telephone No. - N° de téléphone (819) 420-2201 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

Demande de propositions (DP)

Modification de sollicitation: 018

But:

Le but de cette modification est de modifier la demande de propositions (DP) et de fournir des réponses aux questions reçues en ce qui concerne la présente DP.

Parmi d'autres changements, la présente modification vise à :

1. Inclure le Contrôle de validation de la proposition comme suit : *Pièce jointe 3 de la partie 4 – Contrôle de validation de la proposition (CVP)*;
2. Déplacer les accords sur les niveaux de service, qui figurent à la section III de l'annexe 2, vers la *Pièce jointe 1 de la partie 6 – Accords sur les niveaux de service – Sécurité et protection des renseignements personnels*. Les parties importantes de cette pièce jointe ont été indiqués à titre de conseils uniquement, dont l'entrepreneur pourra tenir compte;
3. Modifier la Base de paiement pour les travaux optionnels précisés à l'article 7.2.6 *Exigences fonctionnelles : SECTION F – GESTION FINANCIÈRE*, conformément aux changements apportés à l'article 7.10.1 *Base de paiement*, sous-section *c. Option pour la section F – Gestion financière et à l'annexe 3 – Barème de prix, version 3.0*;
4. Indiquer les changements apportés à l'annexe 1 – *Énoncé des travaux, y compris* :
 - a. Tous les changements apportés à l'EDT conformément aux modifications 1 à 17 à la demande de soumissions.
 - b. Révisions à la partie 3 – Exigences fonctionnelles visant à préciser les besoins et à supprimer les exigences ayant pu restreindre la capacité des soumissionnaires à proposer des solutions commerciales.
 - c. Révisions à l'article 5.6 – Bureau de service, pour y retirer la nécessité pour l'entrepreneur de fournir un bureau de service partagé ainsi qu'un outil de bureau de service partagé.
 - d. Révisions à l'article 6.8.1.4 Essais d'acceptation par les utilisateurs, pour faire suite aux commentaires soulevés en lien avec la question 379.
 - e. Révisions à l'article 6.13.3 Normes de service en vue de modifier et/ou supprimer les normes de service ayant pu restreindre la capacité des soumissionnaires à proposer des solutions commerciales.
 - f. Révisions à l'article 7.2.6 Exigences fonctionnelles : Section F – Gestion financière, en vue de préciser la portée des travaux conformément aux révisions apportées à l'article 7.10.1 Base de paiement révisée de la DP.
5. Modifier le critère d'évaluation C6 de manière à y inclure des exigences fonctionnelles supplémentaires et à réaménager les points associés à chacune des exigences fonctionnelles.

(A) CHANGEMENTS

CHANGEMENT: 107

Dans la modification n° 13 de la présente demande de propositions, supprimer la réponse n° 271 en totalité et la remplacer par ce qui suit :

RÉPONSE : 271

Non, conformément à l'exigence E-12.05 indiquant : « Extraire et fournir des renseignements à jour, y compris les dates d'expiration et l'état actif des cotes de sécurité des ressources dans la base de données de la Direction de la sécurité industrielle canadienne, et s'assurer que le fournisseur détient une copie des cotes de sécurité des ressources. », l'interface ne récupérera pas ou ne fournira pas des informations sur les profils de sécurité.

CHANGEMENT: 108

À la *Table des matières* de la DP, sous la *Liste des pièces jointes de la Partie 4 de la demande de propositions*, ajouter :

Pièce jointe 3 de la partie 4 - Contrôle de validation de la proposition (CVP)

CHANGEMENT: 109

Ajouter ce qui suit à la DP en tant que *pièce jointe 3 de la partie 4 : Contrôle de validation de la proposition (CVP)* :

PIÈCE JOINTE 3 DE LA PARTIE 4 : CONTRÔLE DE VALIDATION DE LA PROPOSITION (CVP)

1. MÉTHODOLOGIE DU CONTRÔLE DE VALIDATION

Le contrôle de validation vise à valider la conformité de la solution proposée par le soumissionnaire par rapport à un échantillon des exigences de la présente demande de soumissions. Dans le contrôle de validation, le soumissionnaire devra démontrer des tâches précises se rapportant à un ensemble d'exigences, comme il est décrit à l'annexe 1 – Énoncé des travaux (EDT). Le tableau suivant présente les exigences ainsi que les tâches associées qui doivent être démontrées par le soumissionnaire dans le contrôle de validation. Le soumissionnaire peut démontrer les tâches dans l'ordre de son choix, mais il doit démontrer toutes les tâches dans le délai imparti pour réussir le contrôle de validation.

2. EXIGENCES

Section de l'EDT	Exigence	Tâches que le soumissionnaire doit démontrer pour réussir le contrôle de validation
A-02.01	<ul style="list-style-type: none"> i. Rechercher des documents, des achats et des données connexes, comme les demandes de soumissions (DX), les contrats, les demandes, les documents d'approbation, les clauses dans la bibliothèque de clauses, les fournisseurs, les cartes de pointage, les études, les projets, etc. ii. Faire des recherches fondées sur les champs à déclarer, les attributs des documents et les métadonnées. iii. Faire des recherches à l'aide de caractères de remplacement et selon des périodes précisées. iv. Exporter des résultats de recherches (fichier CSV, fichier-texte, etc.). v. Trier et filtrer des résultats de recherches par critère (fournisseur, code de produit, article, etc.). vi. Faire une recherche fédérée de l'ensemble du contenu des catalogues (y compris les catalogues interactifs). 	<ul style="list-style-type: none"> 1. Effectuer une recherche fédérée des articles répertoriés dans de multiples catalogues. 2. Filtrer les résultats de recherche par fourchettes de prix. 3. Exporter les résultats de recherche vers un fichier CSV.
A-03.01	<ul style="list-style-type: none"> i. Offrir une interface intuitive, centrée sur l'utilisateur, à l'intention des fournisseurs, en tirant profit des dernières technologies Web et de conception d'utilisation, et en mettant l'accent sur un nombre minimal de clics. ii. Intégrer des outils et des plugiciels pour faciliter l'utilisation des applications Web des pratiques exemplaires, comme les détails pour pointer la souris sur l'image, la saisie automatique, un calendrier, une zone de liste déroulante à choix multiples, un sélecteur de date, un gestionnaire glisser-déplacer, des touches de raccourci, etc. iii. Permettre à l'utilisateur de naviguer directement vers un écran exploitable à partir de la notification demandant une action ou de donner une approbation directe dans un courriel. iv. Permettre de sauvegarder des opérations provisoires (contrat, modèle, clause, activité de sélection d'un fournisseur, évaluation, etc.) en tant que travaux en cours, à 	<ul style="list-style-type: none"> 4. accéder directement à une demande à partir d'une demande d'approbation envoyée par courriel; 5. sauvegarder et rouvrir une demande d'achat provisoire; 6. sauvegarder et rouvrir une DX provisoire; 7. ajouter un nouveau champ de texte de format libre à une demande d'achat et démontrer les fonctions suivantes au niveau du champ : <ul style="list-style-type: none"> a. créer une étiquette; b. définir une valeur par défaut; c. définir le champ comme étant obligatoire ou facultatif. 8. ajouter un nouveau champ de date à une

	<p>revoir ultérieurement.</p> <p>v. Permettre la sauvegarde automatique de documents et de formulaires à des intervalles fréquents, de sorte que les utilisateurs ayant des problèmes de réseau puissent rapidement reprendre leur travail sur une opération particulière.</p> <p>vi. Supprimé</p> <p>vii. Supprimé</p> <p>viii. Permettre aux administrateurs autorisés de configurer les caractéristiques et les éléments opérationnels existants, d'en créer des nouveaux et de contrôler le comportement opérationnel (comme les conditions qui doivent être respectées avant que l'utilisateur puisse modifier une commande) à l'aide des règles opérationnelles. Plus particulièrement, ils doivent être en mesure d'effectuer les opérations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • ajouter de nouvelles caractéristiques ou modifier la fonctionnalité des caractéristiques existantes; • configurer le type de caractéristique (numéro, texte libre, argent, liste de sélection, booléen, pièce jointe/document téléchargé, recherche, etc.); • configurer l'onglet de commandes et la position de l'interface graphique utilisateur de la caractéristique; • configurer les propriétés et le comportement à l'échelle de la caractéristique (étiquettes, aide au moyen du pointage de la souris, obligatoire/facultatif, visibilité, valeur par défaut, etc.); • créer des règles opérationnelles et des règles de validation; • configurer la mise en page des impressions; • préciser les caractéristiques internes de la SAE et les caractéristiques partagées avec le fournisseur (dans le cadre d'une DX ou d'une commande, etc.); • préciser les caractéristiques de données déjà inscrites au moment de la création de l'élément (comme les données de l'utilisateur à partir de son profil au moment de la création de la demande); • préciser les caractéristiques de données reportées à des éléments opérationnels connexes dans un processus (p. ex. création de commandes à partir de paniers d'achat); • préciser les caractéristiques à inclure au moment de copier l'élément opérationnel; • préciser le comportement (règles opérationnelles, règles de validation, etc.) qui s'applique au moment de la modification d'un élément opérationnel. 	<p>demande d'achat;</p> <p>9. ajouter un nouveau champ de pièce jointe à un profil de fournisseur;</p> <p>10. créer et appliquer des règles de validation pour une demande d'achat;</p> <p>11. ajouter de nouveaux champs à la mise en page de l'impression de la commande.</p>
A-10.01	<p>Permettre aux administrateurs autorisés de créer, de configurer et de gérer les modèles du processus automatisé d'approbation du flux de travail pour chacun des éléments opérationnels (comme les demandes, les DX, le profil du fournisseur et de l'utilisateur, etc.).</p>	<p>12. Un utilisateur créant un processus d'approbation du flux de travail pour une DX, comprenant ce qui suit :</p> <p>a. deux arrêts séquentiels ou plus et</p>

	<p>Les administrateurs autorisés doivent être en mesure de configurer les modèles du processus d’approbation du flux de travail en fonction des données du système, des règles opérationnelles et des groupes/rôles/permissions.</p> <p>À chaque arrêt du flux de travail, les administrateurs autorisés doivent être en mesure de déterminer les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la séquence (la position de cet arrêt par rapport à d’autres arrêts); • le type d’arrêt, soit séquentiel ou parallèle; • la personne responsable (groupe ou personne); • la mesure requise (observation, approbation/rejet ou modification/approbation/rejet); • la liste de raisons acceptables justifiant l’approbation ou le rejet; • les règles d’acheminement à l’échelon supérieur (durée de l’inactivité, groupe ou personne à qui transmettre l’information). 	<p>au moins un arrêt parallèle;</p> <ul style="list-style-type: none"> b. arrêts pour les observateurs seulement, approbation/refus et modification/approbation/refus; c. refus d’une demande; d. approbation d’une demande; e. arrêts attribués à une personne; f. arrêts attribués à un groupe; g. règles d’acheminement à l’échelon supérieur.
A-10.04	Permettre aux utilisateurs d’ajouter des étapes à un flux de travail particulier, sans pour autant les ajouter au modèle comme tel (p. ex. ajouter des approbateurs ponctuels).	13. L’utilisateur ajoutant manuellement des arrêts de flux de travail.
A-10.15	Permettre d’utiliser un outil graphique ou textuel pour créer et configurer des flux du travail et les mettre à l’essai dans un environnement de simulation.	14. L’utilisateur créant et mettant à l’essai un processus d’approbation du flux de travail pour un profil de fournisseur.
A-11.02	Permettre aux utilisateurs autorisés de configurer des règles opérationnelles pour l’affectation automatique de dossiers d’achat aux groupes ou aux membres d’une équipe des approvisionnements.	15. Configurer une règle opérationnelle pour attribuer un dossier d’approvisionnement à un utilisateur individuel en fonction des biens et services figurant au dossier.
A-11.03	<p>Permettre à l’utilisateur autorisé de gérer les membres de l’équipe participant à l’activité de sélection des fournisseurs, pour qu’il puisse par exemple :</p> <ul style="list-style-type: none"> i. affecter un membre de l’équipe en renfort à un dossier, à une tâche et à une activité pour une période précisée; ii. réattribuer tous les dossiers, toutes les tâches et toutes les activités connexes au membre de l’équipe initialement affecté à la fin de la période précisée; 	<p>16. Attribuer un dossier d’approvisionnement à un utilisateur pour une période donnée.</p> <p>17. Réattribuer les dossiers, les tâches et les activités au membre de l’équipe initial à la fin de la période précisée.</p>
A-12.03	<p>Permettre aux utilisateurs de consulter tous les renseignements clés sur les charges de travail concernant les dossiers d’achat dans un seul tableau de bord y compris les renseignements suivants, sans toutefois s’y limiter :</p> <ul style="list-style-type: none"> i. étape et état de leurs dossiers; 	<p>18. Montrer un tableau de bord de l’utilisateur affichant les dossiers d’approvisionnement ouverts (comprenant l’état et les dates pertinentes).</p> <p>19. Montrer un tableau de bord du gestionnaire affichant les dossiers d’approvisionnement</p>

	<ul style="list-style-type: none"> ii. état des documents connexes; iii. état des activités connexes; iv. aperçu de leur charge de travail; v. emplacement de chaque élément de charge de travail; <p>dates pertinentes pour les charges de travail.</p> <p>Permettre aux utilisateurs de configurer et de consulter un tableau de bord qui affiche de façon dynamique des renseignements sur la charge de travail et les produits livrables en fonction de leur rôle dans la SAE.</p> <p>Permettre aux gestionnaires de configurer et de consulter un tableau de bord qui affiche de façon dynamique des renseignements clés sur la charge de travail et les produits livrables de leurs employés.</p>	ouverts d'au moins deux utilisateurs relevant du gestionnaire.
B-03.01	Permettre aux administrateurs autorisés de configurer et d'utiliser différents modèles réutilisables comprenant différentes fonctions et commandes, dont la capacité de choisir un tableau de bord parmi différents tableaux de bord configurables.	20. Un administrateur autorisé configurant un modèle de tableau de bord.
B-03.06	Permettre aux utilisateurs de structurer leur tableau de bord, ce qui comprend les rapports, les liens vers d'autres applications et le contenu Web.	21. Un utilisateur organisant son tableau de bord (selon les modèles créés à B-03.01) et ajoutant un rapport de dépenses lié au contrat
B-04.06	Communiquer avec tous les utilisateurs du portail ou à un sous-ensemble d'utilisateurs du portail (p. ex. être au moins capable de créer des listes de distribution des courriels).	22. Un utilisateur créant dans le système une liste de distribution des courriels de tous les titulaires de cartes d'achat.
C-01.11	Permettre à l'utilisateur du gouvernement du Canada d'attribuer plusieurs codes financiers à l'article d'une demande.	23. Un utilisateur créant une demande qui comprend trois articles et attribuant un code financier différent à chaque article.
C-01.13	Permettre à l'utilisateur autorisé, à l'utilisateur du gouvernement du Canada et au fournisseur de collaborer pour préparer les demandes.	24. Un utilisateur créant une demande qui nécessite la collaboration du fournisseur concernant un article. 25. Transmettre la demande de collaboration au fournisseur. 26. Un fournisseur accédant à la demande et collaborant à la demande. 27. Un utilisateur acceptant la collaboration et présentant la demande pour approbation.
C-01.15	Suivre chaque article au moyen du processus d'approvisionnement et relier chaque article à la demande initiale.	28. Suivre un article à partir du catalogue jusqu'à la demande d'achat, la commande, la réception et le règlement.
C-03.03	Permettre aux utilisateurs autorisés de rechercher différents artefacts et modèles dans des dépôts centraux pendant la création de la DX, ce qui comprend notamment :	29. Rechercher une clause dans la bibliothèque de clauses et l'ajouter à une DX. 30. Rechercher un modèle de DX et créer une DX

	i. Formulaires; ii. Modèles de DX; iii. Modèles de contrat; iv. Clauses et conditions;	selon ce modèle. 31. Rechercher un modèle de contrat et créer un contrat selon ce modèle.
C-03.06	Permettre à l'utilisateur autorisé de sélectionner et d'insérer des critères d'évaluation des soumissions et des méthodes de notation existants dans le document de DX et de définir de nouveaux critères et de nouvelles méthodes.	32. Créer une nouvelle méthode de notation de l'évaluation des soumissions.
C-03.08	Pouvoir stocker des formules complexes dans la SAE pour la notation de l'évaluation technique et financière.	33. Créer une méthode de notation financière permettant d'attribuer des points à un soumissionnaire par rapport à la moyenne des prix présentés par l'ensemble des soumissionnaires.
C-04.02	Permettre à l'utilisateur autorisé de créer et de gérer des listes réutilisables de fournisseurs qui contiennent notamment le nom du fournisseur, le profil du fournisseur, les coordonnées, les listes de produits et de services, les codes de produits et les détails concernant les contrats d'approvisionnement attribués par le passé aux fournisseurs inscrits.	34. Créer une liste de fournisseurs selon un code de produit.
C-04.03	Permettre à l'utilisateur autorisé de rechercher et de gérer des listes de fournisseurs en utilisant différents paramètres de recherche, comme des codes de produits, des mots-clés, les produits et services, l'emplacement géographique, le profil de sécurité et la disponibilité.	35. Trouver la liste des fournisseurs créée à C-04.02 en recherchant le code de produits.
C-05.01	Permettre aux fournisseurs de remplir et de présenter des soumissions électroniques et tous les documents connexes.	36. Un fournisseur remplissant et soumettant un formulaire de présentation de soumissions qui doit comprendre au moins les éléments suivants : a. un champ normalisé obligatoire; b. un champ normalisé facultatif.
C-05.04	Permettre à l'utilisateur autorisé d'entrer manuellement les soumissions reçues par l'intermédiaire d'un autre système que la SAE, ainsi que la date et l'heure à laquelle elles ont été présentées. Faire le suivi des renseignements concernant les soumissions reçues et les activités de présentation de soumissions, notamment : i. les soumissions reçues en ligne et hors ligne; ii. la date et l'heure exactes de réception de chaque soumission; iii. les soumissions présentées qui ont été retirées par le fournisseur; iv. quand les soumissions ont été présentées de nouveau par le fournisseur; v. la liste des fichiers présentés en indiquant leur nom et leur taille; vi. quand les soumissions ont été consultées et par qui.	37. Saisir manuellement les soumissions reçues en dehors de la SAE. 38. Suivre automatiquement la date et l'heure de présentation d'une soumission. 39. Un rapport décrivant quand et par qui les soumissions ont été consultées.
C-05.05	Générer un registre officiel (p. ex. accusé de réception électronique) pour les soumissions en ligne et hors ligne, qui comprend notamment des détails comme un numéro d'identification et le nom du fournisseur, le nom et le numéro de la soumission, la date et l'heure de réception, une liste de	40. Créer un registre officiel pour la présentation des soumissions en ligne et des soumissions hors ligne (saisies par un utilisateur) qui contient le numéro d'identification du fournisseur, le nom du fournisseur, le titre et

	vérification des éléments reçus et une liste de ceux qui n'ont pas encore été soumis.	le numéro de la soumission, la date et l'heure de réception, une liste des articles reçus et une liste des éléments qui n'ont pas encore été reçus.
C-05.06	Permettre au fournisseur de retirer des soumissions et de présenter de nouveau une soumission définitive avant la date de clôture des soumissions.	41. Un fournisseur retirant une soumission électronique et la présentant de nouveau.
C-05.07	Permettre au fournisseur de présenter des barèmes de prix au moyen de feuilles de calcul téléchargeables (p. ex. Excel).	42. Un fournisseur remplissant et téléchargeant une feuille de calcul de prix (dans le cadre de la présentation de sa soumission.
C-06.02	Permettre à l'utilisateur autorisé d'accéder aux soumissions après la clôture des soumissions.	43. Consulter une soumission après la clôture des soumissions 44. Restreindre l'accès aux soumissions avant la clôture des soumissions
C-06.04	Permettre aux évaluateurs de documenter leurs résultats à l'aide de grilles d'évaluation préconfigurées au moyen de formules intégrées.	45. Établir des grilles d'évaluation à l'aide des formules intégrées. 46. Attribuer les grilles d'évaluation aux utilisateurs 47. Évaluer les soumissions à l'aide des grilles d'évaluation.
C-06.07	Mettre en place des processus d'évaluation individuelle et consensuelle en équipe Appuyer la capacité de classer de manière séquentielle les étapes d'évaluation de la soumission, et d'afficher et de masquer les résultats et les commentaires de chacun des évaluateurs.	48. Gérer les résultats du processus d'évaluation qui ont été reçus des deux évaluateurs.
C-06.11	Calculer la note définitive d'une soumission en fonction des formules définies dans la DX et de la méthode de sélection.	49. Calculer la note définitive d'une soumission en fonction de la méthode d'évaluation et de sélection.
C-06.13	Évaluer des éléments de prix et déterminer une note par fournisseur, par article.	50. Effectuer l'évaluation financière des éléments de prix et déterminer une note pour chaque soumission recevable sur le plan technique
C-07.02	Permettre à l'utilisateur autorisé d'attribuer des contrats à la suite d'un processus concurrentiel.	51. Attribuer un contrat à un fournisseur qui a été retenu à l'issue d'un processus concurrentiel comprenant au moins trois propositions de fournisseur dont : a. une n'est pas conforme (ne respecte pas les critères obligatoires); b. l'autre proposition est conforme, mais a obtenu une note inférieure dans l'évaluation à celle du soumissionnaire retenu.
C-07.07	Permettre à l'utilisateur autorisé de configurer des caractéristiques de passation de contrats (p. ex. date de début et date de fin du	52. Configurer les caractéristiques de contrats (date de début et date de fin du contrat,

	contrat, périodes d'option, services optionnels, limites et niveaux de tolérance du contrat).	périodes d'option, limites du contrat).
C-08.06	Permettre à l'utilisateur autorisé de créer, d'approuver, de gérer et de contrôler les modifications au contrat.	53. Créer et approuver une modification au contrat.
C-10.01	Permettre à l'administrateur autorisé de créer et de gérer un répertoire de clauses (bibliothèque) dans les deux langues officielles que l'utilisateur autorisé peut consulter pour créer une DX, des modifications à la DX, des contrats et des modifications au contrat.	54. Créer une bibliothèque de clauses comprenant au moins trois clauses dans les deux langues officielles.
C-10.02	Permettre à l'administrateur autorisé de déterminer des clauses organisationnelles et personnalisées et de désigner des clauses qui nécessitent la modification d'un flux de travaux.	55. Désigner une clause qui doit faire l'objet d'un flux de travaux si elle est modifiée. 56. Créer la règle relative au flux des travaux permettant d'acheminer la version modifiée de la clause à un gestionnaire des contrats pour approbation 57. Un utilisateur modifiant la clause. 58. Acheminer la clause au gestionnaire pour approbation 59. Un gestionnaire approuvant la clause. 60. Montrer les répercussions du changement.
D-01.01	Permettre aux administrateurs autorisés de configurer et de gérer les catalogues. Ils doivent être en mesure d'accomplir les tâches suivantes : <ul style="list-style-type: none"> • ajouter de nouveaux champs et régler le type de champ (nombre, texte libre, liste de sélection, booléen, pièce jointe/document téléchargé, etc.); • établir des règles administratives et des règles de validation; • configurer le comportement à l'échelle du champ (étiquettes, aide au moyen du pointage de la souris, obligatoire/facultatif, visibilité, valeur par défaut, etc.); • configurer l'interface graphique utilisateur et la mise en page des impressions; • préciser les champs internes de la SAE et les champs partagés avec le fournisseur (pour les demandes et les commandes); • préciser les attributs de données déjà inscrites au moment de la création du catalogue ou d'un article de catalogue; • préciser les champs copiés dans le panier d'achat lorsqu'un article de catalogue est ajouté au panier d'achat. 	61. Ajouter un nouveau champ dans un catalogue. 62. Charger de nouvelles données dans le champ de catalogue. 63. Chercher des articles au moyen du nouveau champ. 64. Afficher le nouveau champ dans les détails de l'article de catalogue. 65. Copier le nouveau champ dans le panier d'achat.
D-02.04	Exporter des catalogues dans différents formats de fichiers de données afin de permettre à un utilisateur autorisé de travailler dans le fichier hors ligne, puis de l'importer de nouveau dans la SAE.	66. Exporter un catalogue dans le format XLS. 67. Modifier le fichier exporté. 68. Importer de nouveau le fichier dans la SAE.
D-03.02	Permettre aux utilisateurs autorisés de créer les options de configuration (p. ex. la taille du disque dur d'un ordinateur) pour un article du catalogue configurable (p. ex. ordinateurs, véhicules) qui seront sélectionnées par l'utilisateur dans le panier d'achat.	69. Créer un catalogue contenant des options devant être choisies par l'utilisateur une fois que l'article a été sélectionné.

D-03.14	Permettre aux utilisateurs autorisés de configurer les seuils de notification (p. ex. pourcentage ou montant) relatifs à la limite des fournisseurs individuels et à la limite cumulative pour la méthode d'approvisionnement si le montant des commandes passées atteint le seuil applicable.	70. Faire en sorte qu'un utilisateur ne puisse pas passer une commande supplémentaire une fois que la limite cumulative a été atteinte pour la méthode d'approvisionnement.
D-06.05	Permettre aux utilisateurs autorisés de configurer et de gérer la graduation des prix pour les articles qui figurent dans chaque catalogue qui sont utilisés pour déterminer le prix d'un panier d'achat individuel.	71. Utilisateur configurant la graduation des prix d'un catalogue.
D-08.04	Comparer les articles de catalogue en fonction de leurs caractéristiques (p. ex. prix, taille, poids, évaluation comparative).	72. Comparer deux articles de catalogues ou plus.
D-09.06	Permettre aux utilisateurs de naviguer dans le contenu d'un catalogue par l'intermédiaire d'une hiérarchie fondée sur les catégories.	73. Naviguer dans le contenu d'un catalogue en utilisant les catégories de biens et de services.
D-12.05	Permettre aux utilisateurs de sauvegarder le panier d'achat pour le récupérer plus tard.	74. Sauvegarder et rouvrir une demande d'achat.
D-12.06	Permettre aux utilisateurs de fusionner manuellement plusieurs paniers d'achat. Permettre aux utilisateurs autorisés de configurer des règles administratives permettant de fusionner automatiquement des paniers d'achat. Permettre aux utilisateurs autorisés de configurer le système pour présenter automatiquement des demandes d'achat.	75. Fusionner deux paniers d'achat en un.
D-14.02	Permettre aux fournisseurs de retirer une proposition à une demande d'achat jusqu'à l'émission de la commande.	76. Retirer une proposition d'une demande d'achat.
E-02.03	Permettre aux utilisateurs autorisés d'établir des prix fixes, des prix plafond et des taux pour les régions géographiques ainsi que les catégories et sous-catégories individuelles de tous les fournisseurs ou d'établir des prix individuels pour chaque fournisseur. Permettre aux utilisateurs autorisés d'établir des prix fixes, des prix plafond et des taux pour les régions géographiques ainsi que les catégories et sous-catégories individuelles de tous les fournisseurs ou d'établir des prix individuels pour chaque fournisseur.	77. Fixer un prix plafond pour le service. 78. Permettre au fournisseur de saisir un prix inférieur au prix plafond. 79. Accepter le nouveau prix. 80. Achever la demande/la commande.
E-08.01	Configurer et gérer une bibliothèque contenant des exemples d'EDT classés par administrateurs centraux ou autorisés.	81. Créer et modifier un EDT dans une bibliothèque.
G-01.01	Configurer, ajouter, supprimer et modifier des champs dans les rapports.	82. Ajouter un nouveau champ à un rapport existant.
G-01.04	Fournir et prendre en charge des rapports opérationnels préconfigurés, formatés et prêts à être imprimés, avec ou sans paramètres, qui peuvent contenir et représenter graphiquement des données et des mesures de divers objets opérationnels liés à l'approvisionnement, notamment des rapports sommaires ou détaillés sur : i. les bons de commande; ii. les demandes; iii. les articles de catalogue; iv. les contrats; v. les projets de sélection des fournisseurs;	83. Rapports concernant les bons de commande, les contrats et les projets de sélection des fournisseurs.

	vi. les fournisseurs.	
G-01.09	Permettre aux utilisateurs d'exporter des rapports normalisés préformatés et définis par les utilisateurs dans divers formats de fichiers et logiciels, notamment : i. MS Excel/MS Word; iii. fichier CSV; iv. fichier XML; v. PDF.	84. Exporter un rapport de bon de commande en formats MS Excel et PDF.
H-01.09	Permettre aux fournisseurs d'indiquer leur intérêt envers un ou plusieurs produits (p. ex. par code de produit, par offre de service, par région).	85. Un fournisseur signalant son intérêt dans son profil pour des biens et services selon la taxonomie UNSPSC.
H-01.10	Permettre aux fournisseurs de gérer et de tenir à jour des renseignements se rapportant notamment à leurs licences, à leurs cotes de sécurité, à leurs compétences et à leurs certifications dans leur profil, notamment : i. importer et joindre des copies électroniques de leurs compétences et de leurs certifications dans divers formats (p. ex. PDF, PPT, BMP, GIF, JPEG et JPG); ii. entrer et mettre à jour la période de validité des qualifications et des certifications (p. ex. dates d'échéance).	86. Charger un nouveau certificat (PDF) dans un profil de fournisseur.
H-01.11	Permettre aux utilisateurs autorisés de valider et d'approuver les renseignements et les certificats fournis par le fournisseur, notamment : i. attestations professionnelles; ii. polices d'assurance; iii. autorisations de sécurité; iv. états financiers.	87. Un utilisateur approuvant un nouveau certificat (PDF) chargé par le fournisseur dans le profil de ce dernier.
H-01.13	Intégrer dans le profil d'un fournisseur des renseignements tirés de la réponse de ce dernier à une activité de sélection des fournisseurs.	88. Générer automatiquement les renseignements sur le fournisseur dans la réponse de ce dernier à une activité de sélection des fournisseurs.
H-02.02	Permettre aux utilisateurs autorisés d'ajouter des remarques au sujet du rendement des fournisseurs.	89. Ajouter des notes à un profil de fournisseur.
H-02.03	Mesurer les progrès réalisés par les fournisseurs au chapitre du rendement, en assurer le suivi et établir des rapports à cet égard, et utiliser un examen du rendement à titre d'intrant dans les demandes de soumissions et les contrats à venir avec les fournisseurs.	90. Mesurer les progrès réalisés par les fournisseurs au chapitre du rendement, en assurer le suivi et établir des rapports à cet égard.
H-02.04	Permettre aux utilisateurs autorisés d'accéder aux renseignements et aux données historiques sur les évaluations du rendement des fournisseurs en tout temps, notamment : i. pendant l'évaluation d'une DX; ii. pendant la gestion d'un contrat; iii. pendant la clôture d'un dossier d'approvisionnement.	91. Accéder à l'historique de l'évaluation du rendement du fournisseur durant l'évaluation d'une DX.
I-02.04	Configurer et gérer les processus d'importation et d'exportation habituels (prévus) et spéciaux en utilisant un ensemble configurable de critères de recherche, de champs, de formats de données, d'options de regroupement et de tri.	92. Configurer une tâche planifiée pour exporter un rapport sur les fournisseurs contenant au moins un champ personnalisé.

I-06.01	Créer et gérer les modèles de documents (p. ex. listes de vérification de l'approvisionnement, formulaires, feuilles de calcul) pouvant contenir du texte, des caractéristiques liées au format et des éléments d'un formulaire à remplir, tels que les champs de saisie de texte, les cases, les menus déroulants, les tables de données et les tableaux.	93. Créer une liste de contrôle des achats qui comprend au moins un champ de texte de format libre, une case à cocher et une liste déroulante.
J-01.01	Fournir un contrôle d'accès axé sur le rôle qui définit les droits des utilisateurs, ainsi que la fonctionnalité qu'ils peuvent utiliser dans la solution.	94. Empêcher l'utilisateur d'effectuer une commande à partir d'un catalogue selon le rôle de l'utilisateur.
J-01.11	Permettre aux administrateurs autorisés de déléguer leur rôle à un autre utilisateur pour une période configurable.	95. Déléguer un rôle à un autre utilisateur pour une période configurable.

CHANGEMENT: 110

À la *Table des matières* de la DP, ajouter :

Liste des pièces jointes de la Partie 6 de la demande de propositions :

Pièce jointe 1 de la Partie 6 – Accords sur les niveaux de service - Sécurité et protection des renseignements personnels

CHANGEMENT: 111

Ajouter ce qui suit à la DP en tant que *Pièce jointe 1 de la Partie 6 – Accords sur les niveaux de service - Sécurité et protection des renseignements personnels* :

Pièce jointe 1 de la Partie 6 – Accords sur les niveaux de service - Sécurité et protection des renseignements personnels

1. Accords sur les niveaux de service

On pourrait faire appel à des tiers (sous-traitants) pour satisfaire aux exigences contractuelles définies dans la DP et l'EDT. Le Tableau 1 ci-après présente les points clés de sécurité et de protection des renseignements personnels qui aideront l'entrepreneur à négocier les accords de niveau de service avec ses fournisseurs tiers. Afin que le gouvernement du Canada ait une vue d'ensemble de la solution proposée, ces points clés ont été établis pour guider l'entrepreneur dans le cadre de ses ententes auxiliaires au fil de la chaîne d'approvisionnement de la solution proposée (p. ex. avec les partenaires ou les sous-traitants). Le GC évaluera uniquement les points de sécurité et de protection des renseignements personnels par rapport aux exigences de l'annexe 2 de la DP.

Le **Tableau 1** ci-dessous décrit les exigences quant aux niveaux de service pour guider l'entrepreneur.

Catégorie	Sous-catégorie	Description
Continuité des services	Planification d'urgence	<p>L'entrepreneur devrait effectuer des activités de sauvegarde, de récupération et de rafraîchissement périodiques. Il devrait prévoir un objectif de point de reprise (OPR) [= 4 heures] et un objectif de temps de reprise (OTR) [= 72 heures] correspondant aux niveaux de service. L'entrepreneur devrait, à une fréquence qui correspond à l'OTR et à l'OPR :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) effectuer des sauvegardes des données utilisateur; b) effectuer des sauvegardes des données du système; c) effectuer des sauvegardes de la documentation, y compris la documentation liée à la sécurité; d) protéger la confidentialité et l'intégrité de l'information sauvegardée à l'emplacement de stockage conformément aux exigences de protection des supports.
Opérations de sécurité	Gestion de la configuration	L'entrepreneur devrait élaborer et consigner une configuration actualisée de base, et en assurer le contrôle.
Opérations de sécurité	Gestion de la configuration	<p>L'entrepreneur devrait élaborer et tenir un répertoire des composantes qui :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) reflète fidèlement la configuration actuelle des composantes; b) respecte le niveau de précision jugé nécessaire au suivi et à l'établissement des rapports; c) comprend les renseignements jugés nécessaires pour exercer un contrôle efficace des actifs; d) est accessible aux fins d'examen et de vérification par SPAC; e) est mis à jour en tant que partie intégrante des installations de composantes, des suppressions et des services.

Catégorie	Sous-catégorie	Description
Opérations de sécurité	Gestion de la configuration	<p>L'entrepreneur devrait gérer les paramètres de configuration relatifs à l'infrastructure du service, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) préciser les paramètres de configuration pour mettre en œuvre le principe de droit d'accès minimal ou des fonctions restreintes; b) consigner les exceptions aux paramètres de configuration; c) surveiller et contrôler les changements apportés aux paramètres de configuration conformément aux processus de gestion du changement et de gestion de la configuration.
Opérations de sécurité	Surveillance de la sécurité	<p>L'entrepreneur devrait systématiquement et continuellement surveiller les événements aux fins suivantes, soit :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) détecter les attaques, les incidents et les événements anormaux qui affectent l'environnement d'hébergement; b) détecter toute utilisation non autorisée des données et des composantes ainsi que tout accès non autorisé à celles-ci; c) répondre aux menaces et aux attaques, les contenir et veiller à la récupération.
Opérations de sécurité	Surveillance de la sécurité	<p>L'entrepreneur devrait répondre en continu aux alertes, aux avis et aux directives de sécurité d'organisations externes désignées, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) surveiller constamment les alertes, les avis et les directives de sécurité; b) produire des alertes, avis et directives de sécurité internes, lorsque nécessaire ou suite à une demande; c) diffuser les alertes, les avis et les directives de sécurité auprès des opérateurs ayant des responsabilités en matière de sécurité; d) mettre en œuvre les directives de sécurité ou aviser le fournisseur de l'ampleur de la non-conformité.
Opérations de sécurité	Gestion des incidents de sécurité	<p>L'entrepreneur devrait aviser le gouvernement du Canada par téléphone et par courriel (7 jours sur 7, 24 heures sur 24), selon la priorité, de tout incident de sécurité suspecté ou réel, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) les attaques par déni de service; b) les logiciels malveillants; c) l'ingénierie sociale; d) l'intrusion ou l'accès non autorisé; e) la violation de la sécurité de l'information; f) toute autre atteinte à la sécurité ou cybermenace.
Opérations de sécurité	Gestion des incidents de sécurité	<p>L'entrepreneur devrait déclarer toutes les atteintes à la vie privée et à la sécurité suspectées ou réelles en tant qu'incidents de sécurité.</p>

Catégorie	Sous-catégorie	Description
Opérations de sécurité	Gestion des incidents de sécurité	<p>L'entrepreneur devrait fournir toutes les preuves associées à un incident de sécurité, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) les résultats de la recherche dans les registres historiques et les dossiers de vérification associés à un ou à plusieurs partenaires; b) les résultats de l'analyse des registres historiques et des dossiers de vérification associés à un ou à plusieurs partenaires; c) les registres et les dossiers de vérification; d) d'autres renseignements ou données.
Opérations de sécurité	Gestion des incidents de sécurité	<p>L'entrepreneur devrait fournir, dans les 72 heures suivant une demande, un rapport rétrospectif sur l'incident de sécurité, qui doit notamment comprendre :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le numéro de l'incident de sécurité; b) la date d'ouverture de l'incident de sécurité; c) la date de fermeture de l'incident de sécurité; d) une description de l'incident de sécurité; e) la portée de l'incident de sécurité; f) la chaîne d'événements et le déroulement dans le temps; g) les mesures prises par l'entrepreneur; h) les leçons apprises; i) les contraintes et les problèmes.
Opérations de sécurité	Enquêtes	<p>L'entrepreneur devrait mettre en œuvre un processus de vérification et d'enquête qui permet, aux uniquement aux représentants désignés et préautorisés, de demander et d'obtenir un accès discret à de l'information associée aux données (données sur les utilisateurs, registres d'événements, contenu) pour mener des enquêtes. L'entrepreneur ne doit pas divulguer ce genre d'accès aux utilisateurs finaux mais il doit le signaler mensuellement à chacune des organisations partenaires.</p>

Catégorie	Sous-catégorie	Description
Opérations de sécurité	Rapports de sécurité	<p>L'entrepreneur doit fournir périodiquement (p. ex. de façon hebdomadaire, mensuelle ou trimestrielle), et sur demande, des rapports et des statistiques sommaires, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) des tableaux de bord sur le rendement du système; b) des rapports sur le rendement en temps réel et historiques par rapport aux accords sur les niveaux de service; c) des rapports sur les statistiques d'utilisation; d) des rapports d'incident de sécurité, des rapports rétrospectifs, des rapports ad hoc et les preuves afférentes; e) des dossiers d'incident de sécurité; f) des rapports sur l'activité des utilisateurs; g) des rapports sur l'activité des opérateurs; h) des rapports sur l'accès; i) des rapports de vérification de la configuration; j) des rapports sur le changement de la configuration; k) des rapports de surveillance de l'intégrité des dossiers; l) des rapports d'inventaire; m) des rapports sur les vulnérabilités; n) des rapports sur les menaces à la sécurité; o) des demandes de changement d'urgence et des demandes de changement; p) les correctifs et les correctifs de sécurité mis en œuvre.
Opérations de sécurité	Gestion des correctifs	<p>L'entrepreneur devrait assurer une gestion des correctifs appropriée à la portée de son contrôle, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) s'assurer que la version la plus récente des applications et des systèmes d'exploitation est utilisée; b) veiller à ce que les vulnérabilités soient évaluées et à ce que les correctifs de sécurité fournis par le fournisseur soient appliqués; c) établir l'ordre de priorité des correctifs et des ensembles de modifications provisoires critiques à l'aide d'une approche fondée sur le risque; d) mettre hors ligne et remettre en ligne des applications; e) harmoniser les niveaux de criticité avec les correctifs; f) attribuer une cote aux vulnérabilités qui s'appuie sur la deuxième version du CVSS; g) appliquer une méthodologie de mise à l'essai et de vérification pour s'assurer que les correctifs ont été mis en œuvre correctement.
Surveillance de la conformité avec la Politique sur la sécurité	Gestion des vulnérabilités	<p>L'entrepreneur devrait :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) signaler tout problème de sécurité au moment où il en prend connaissance; b) faire le suivi des problèmes de sécurité préalablement identifiés; c) faire état des progrès réalisés jusqu'à ce que les problèmes de sécurité aient été réglés ou atténués.

Catégorie	Sous-catégorie	Description
Planification	<p>Plan de sécurité du système</p> <p>À intégrer dans les accords sur les niveaux de service</p>	<p>Dans les 45 jours suivant l'attribution du contrat, l'entrepreneur devrait fournir un plan de sécurité du système.</p> <p>L'entrepreneur devrait concevoir un plan de sécurité du système pour le système d'information qui :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) est compatible avec l'architecture d'entreprise de l'entrepreneur; b) définit explicitement les limites d'autorisation d'accès au système; c) décrit l'environnement opérationnel; d) décrit les politiques et les exigences afférentes pour toutes les composantes; e) décrit les relations ou les liens avec d'autres systèmes d'information; f) présente un aperçu des exigences de contrôle de sécurité du système; g) décrit les contrôles de sécurité en place ou planifiés en vue de satisfaire à ces exigences, y compris une justification des décisions en matière de personnalisation et de suppléments; h) est examiné et approuvé avant sa mise en œuvre. <p>L'entrepreneur devrait examiner le plan de sécurité du système d'information tous les ans.</p> <p>L'entrepreneur devrait mettre à jour le plan pour tenir compte de tout changement ayant été apporté au système d'information ou à l'environnement opérationnel, ou en réponse à tout problème ayant été cerné dans le cadre de la mise en œuvre du plan ou des évaluations ayant été menées dans le cadre du contrôle de la sécurité.</p>
Gestion des risques	Maintien des autorisations	<p>L'entrepreneur devrait maintenir l'état d'autorisation de sécurité au moyen d'une surveillance soutenue et de vérifications annuelles des exigences relatives à la sécurité ayant été mises en œuvre afin de déterminer si les exigences relatives à la sécurité du système d'information sont toujours efficaces au fil du temps, à la lumière des changements qui sont apportés dans l'environnement opérationnel.</p> <p>L'entrepreneur devrait fournir des preuves à l'appui des activités de maintien des autorisations dans les 30 jours suivant tout changement apporté à l'infrastructure sous le contrôle de l'entrepreneur.</p> <p>L'entrepreneur devrait mettre à jour les procédures opérationnelles de sécurité dans le cadre du maintien des autorisations dans les 30 jours suivant une demande.</p>
Gestion des risques	Évaluation de sécurité – Évaluation indépendante	<p>L'entrepreneur devrait avoir recours à un évaluateur indépendant ou à une équipe d'évaluation indépendante pour mener une évaluation des contrôles de sécurité du système d'information.</p>

Catégorie	Sous-catégorie	Description
Gestion des risques	Évaluation de sécurité – Plan d'action et jalons	<p>L'entrepreneur devrait élaborer un plan d'action et des jalons pour le système d'information afin de documenter les mesures correctives qu'il prévoit pour rectifier les faiblesses ou les déficiences relevées au cours de l'évaluation des contrôles de sécurité et pour réduire ou éliminer les vulnérabilités connues dans le système.</p> <p>L'entrepreneur devrait mettre à jour les plans d'action et les jalons actuels de façon trimestrielle en se fondant sur les résultats des évaluations des contrôles de sécurité, des analyses de l'incidence sur la sécurité, et des activités de suivi continues.</p>
Gestion des risques	Surveillance continue	<p>L'entrepreneur devrait vérifier et démontrer que la posture de sécurité des services est maintenue en procédant aux activités suivantes, et ce de façon continue :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) surveiller les menaces et les vulnérabilités; b) surveiller les activités malicieuses et l'accès non autorisé; c) adopter, s'il y a lieu, des contre-mesures proactives, y compris des mesures préventives et réactives pour atténuer les menaces.
Sécurité des données	Protection des données	L'entrepreneur devrait veiller à ce que tous les centres de données et les entrepôts de données respectent les certifications et les accréditations de protection des données normalisées de l'industrie, y compris l'industrie des cartes de paiement, conformément aux exigences relatives à la protection des données énoncées dans la présente demande de propositions.
Sécurité des données	Protection des données	L'entrepreneur devrait veiller à ce que l'intégrité et la confidentialité des données soient protégées à l'aide de solutions cryptographiques, à moins qu'elles ne soient protégées au moyen d'autres mécanismes approuvés.
Sécurité des données	Prévention de la perte de données	L'entrepreneur devrait mettre en œuvre des mécanismes de sécurité pour empêcher la fuite de données.
Sécurité des réseaux et des communications	Chiffrement	<p>La <i>Federal Information Processing Standard</i> (FIPS) 140-2 précise les exigences relatives à la sécurité auxquelles doit satisfaire le module cryptographique utilisé dans le système, le sous-système ou la composante de sécurité qui protège les renseignements confidentiels. Avant d'utiliser un module cryptographique, l'entrepreneur doit fournir une copie du certificat de validation pertinent ou, à tout le moins, le numéro du certificat de validation afin de démontrer que le module satisfait à la FIPS 140-2.</p> <p>L'entrepreneur devrait aussi veiller à ce que les solutions cryptographiques soient conformes à la FIPS 140-2.</p>

Catégorie	Sous-catégorie	Description
Sécurité des réseaux et des communications	Protection des limites et établissement des zones	<p>L'entrepreneur devrait surveiller et analyser en temps réel l'achalandage du réseau pour détecter les attaques et les preuves relatives aux composantes compromises de l'infrastructure. Plus précisément, l'infrastructure du service devrait surveiller et contrôler les communications à la limite externe du système et aux principales limites internes du système.</p> <p>L'entrepreneur devrait détecter les attaques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) les attaques par déni de service; b) les logiciels malveillants; c) l'ingénierie sociale; d) l'intrusion ou l'accès non autorisé; e) la violation de la sécurité de l'information; f) toutes les autres violations de la sécurité ou de cybermenaces ciblant le Canada.
Sécurité des réseaux et des communications	DNS	La configuration du système devrait permettre l'utilisation de DNSSEC pour les requêtes DNS.
Surveillance de la conformité avec la Politique sur la sécurité	Protection contre les maliciels	<p>L'entrepreneur devrait procéder à la mise en œuvre et au maintien de la capacité de protection du réseau visant à détecter et à éliminer les maliciels et toute tentative de connexion externe non autorisée visant les appareils de surveillance du réseau, les serveurs, les appareils périphériques et les postes de travail.</p> <p>Toutes les données devraient être balayées afin de détecter la présence de maliciel. On devrait y trouver des mécanismes actifs de protection de l'hôte qui balaient activement le système plus d'une fois par mois.</p>
Opérations de sécurité	Registre et vérification	<p>Le système doit permettre de suivre l'activité détaillée du système et des utilisateurs et de saisir les registres d'événements et de vérification dans un système centralisé.</p> <p>Le système de registre de vérification devrait :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) comprendre l'enregistrement centralisé et synchronisé dans le temps des activités admises et bloquées avec une analyse du registre; b) conserver trois mois d'événements et d'enregistrements en ligne; c) conserver les événements et les enregistrements associés à un incident de sécurité pendant au moins deux ans; d) sauvegarder les registres pendant au moins six mois.

Catégorie	Sous-catégorie	Description
Opérations de sécurité	Registre et vérification	<p>Les dossiers de vérification devraient comprendre ce qui suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le type d'événement de vérification qui s'est produit; b) le moment où l'événement de vérification s'est produit (date et heure); c) l'endroit où l'événement de vérification s'est produit; d) la source de vérification de l'événement; e) le résultat de l'événement de vérification (réussite ou échec); f) l'identité de tout utilisateur ou sujet lié à l'événement de vérification.
Opérations de sécurité	Registre et vérification	<p>L'entrepreneur devrait mettre en œuvre un processus d'examen de vérification qui consiste :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) à examiner et à analyser les dossiers de vérification annuellement et dans les 20 jours ouvrables suivant une demande en ce qui concerne les indications d'une activité inappropriée ou inhabituelle; b) à faire état des résultats du processus d'examen de vérification dans les 10 jours ouvrables suivant l'achèvement de la vérification; c) à ajuster le niveau d'examen de vérification, d'analyse et d'établissement de rapports lorsqu'il y a un changement quant aux risques ou sur demande.
Opérations de sécurité	Gestion des incidents de sécurité	<p>L'entrepreneur doit inclure les renseignements suivants dans les dossiers d'incident de sécurité :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le numéro du dossier d'incident; b) la date d'ouverture et de fermeture du dossier d'incident; c) le vecteur de menace; d) le service, le protocole ou l'application visé; e) l'origine ou la source de l'attaque; f) le type et la description de l'attaque ou de l'événement; g) une indication du succès ou de l'échec de l'attaque et les répercussions de celle-ci; h) la portée de l'attaque (à l'échelle d'une ou de plusieurs organisations); i) le nombre estimatif de systèmes touchés par organisation; j) une liste des systèmes touchés par organisation; k) la source ou l'origine apparente de l'attaque, de l'incident ou de l'événement; l) la date et l'heure de l'attaque, de l'incident ou de l'événement; m) le secteur ou le degré de préjudice estimatif; n) le niveau d'incidence estimatif; o) la durée de l'attaque, de l'incident ou de l'événement; p) les mesures prises; q) l'état des mesures d'atténuation; r) les registres ou les données probantes applicables.
Opérations de sécurité	Gestion des incidents de sécurité	<p>L'entrepreneur doit inclure une solution technique (p. ex. pare-feu pour application Web) qui permet de détecter et de prévenir les attaques Web (p. ex. failles d'injection, débordements de tampon, éléments dynamiques) dans le cas des applications Web accessibles au public.</p>

Catégorie	Sous-catégorie	Description
Sécurité du personnel	Filtrage de sécurité du personnel	<p>a) L'entrepreneur devrait effectuer un filtrage de sécurité sur les personnes avant de leur donner accès au système d'information.</p> <p>b) L'entrepreneur devrait effectuer un autre filtrage de sécurité lorsque les conditions qui le justifient sont remplies.</p> <p>c) Dans le cas des entrepreneurs étrangers, consulter la partie 6, 6.1 (a) – Exigences en matière de sécurité et de protection des renseignements personnels pour les entrepreneurs étrangers (filtrage de sécurité du personnel).</p>
Sécurité du personnel	Licenciement d'un employé	<p>a) Lorsqu'un employé est licencié, l'entrepreneur doit mettre un terme à l'accès au système d'information de celui-ci.</p> <p>b) Lorsqu'un employé est licencié, l'entrepreneur devrait récupérer tous les biens liés aux différents systèmes d'information organisationnels associés à la sécurité.</p>
Sécurité du personnel	Ententes d'accès	<p>L'entrepreneur devrait veiller à ce que l'accès à l'information visée par des mesures de protection spéciales soit accordé uniquement aux personnes qui :</p> <p>a) satisfont aux critères connexes de sécurité du personnel;</p> <p>b) ont lu, compris et signé une entente de non-divulgence.</p>
Sécurité du personnel	Sécurité du personnel de tiers	<p>L'entrepreneur devrait répondre aux exigences relatives au contrôle de sécurité du personnel, y compris les rôles et les responsabilités en matière de sécurité des fournisseurs tiers.</p> <p>L'entrepreneur devrait veiller à ce que les organisations et les personnes du secteur privé qui ont accès à des renseignements et à des biens protégés fassent l'objet d'une enquête de sécurité.</p>

Catégorie	Sous-catégorie	Description
Sécurité du système	Plan de sécurité du système	<p>L'entrepreneur devrait fournir un plan de sécurité du système.</p> <p>L'entrepreneur doit concevoir un plan de sécurité du système pour le système d'information qui :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) est compatible avec l'architecture d'entreprise de l'entrepreneur; b) définit explicitement les limites d'autorisation d'accès au système; c) décrit l'environnement opérationnel de la SAE; d) décrit les politiques et les exigences afférentes pour toutes les composantes; e) décrit les relations ou les liens avec d'autres systèmes d'information; f) présente un aperçu des exigences de contrôle de sécurité du système; g) fournit un processus de surveillance continue qui permet d'assurer la conformité avec ce plan; h) dans le cadre du processus de contrôle du processus d'évaluation et d'autorisation de sécurité (points de contrôle 1, 2 et 3), décrit le plan de mise en œuvre de la sécurité des TI pour chaque point de contrôle; i) décrit les contrôles de sécurité en place ou planifiés en vue de satisfaire à ces exigences, y compris une justification des décisions en matière de personnalisation et de suppléments; j) est examiné et approuvé par le gouvernement du Canada avant sa mise en œuvre. <p>L'entrepreneur devrait examiner le plan de sécurité du système d'information tous les ans.</p> <p>L'entrepreneur doit mettre à jour le plan pour tenir compte de tout changement ayant été apporté au système d'information ou à l'environnement opérationnel, ou en réponse à tout problème ayant été cerné dans le cadre de la mise en œuvre du plan ou des évaluations ayant été menées dans le cadre du contrôle de la sécurité.</p>
Intervention en cas d'atteinte à la vie privée		<p>Chaque entrepreneur qui participe à la prestation des services requis devrait fournir, dans les 90 jours suivant l'attribution du contrat, un protocole en cas d'atteinte à la vie privée définitif. Ce protocole devrait être approuvé par les dirigeants du projet dans le cadre des processus de gestion des incidents visant tout incident lié à la vie privée. L'atteinte à la vie privée devrait également être décrite; cette description doit comprendre des détails sur la façon dont les atteintes à la vie privée seront cernées, signalées et atténuées.</p> <p>L'entrepreneur devrait aviser immédiatement l'autorité contractante de toute atteinte à la sécurité ou à la vie privée.</p>

CHANGEMENT: 112

À la section 7.10 *Modalité de paiement*, supprimer la sous-section c. *Option pour la Section F – Gestion financière* en entier et la remplacer par ce qui suit :

c. Option pour la section F – Gestion financière**(i) Prix de lot ferme par version du SMGF pour la phase de transition de la gestion financière**

Pour l'ensemble des travaux de la sous-section 7.2.6 – *Exigences fonctionnelles : Section F – Gestion financière* de l'Énoncé des travaux dans l'annexe 1 liés aux services de transition de la gestion financière pour une version du SMGF :

En contrepartie de l'exécution satisfaisante par l'entrepreneur de toutes ses obligations en vertu de l'autorisation des tâches (AT) approuvée; le Canada paiera à l'entrepreneur un prix de lot ferme par version du SMGF pour la phase de transition de la gestion financière en ce qui a trait à tous les travaux liés aux services de transition de la gestion financière pour une version du SMGF, comme il est décrit dans la section 7.2.6 *Exigences fonctionnelles : Section F – Gestion financière*, conformément à l'annexe 3 – Barème de prix et comme il est précisé dans l'AT approuvée, incluant les droits de douane et excluant les taxes applicables. Chaque prix de lot ferme par version du SMGF pour un montant visant la transition de la gestion financière est payable seulement après l'achèvement et l'acceptation, par le Canada, de tous les travaux liés à cette version du SMGF.

Les travaux optionnels peuvent être exigés par le Canada à tout moment pendant toute la durée du contrat.

Lorsque le Canada demande la transition de plus d'une version des services de gestion financière du SMGF dans une même demande, le prix de lot ferme de la phase de transition financière d'une version du SMGF applicable dans la demande doit être actualisé de la façon suivante :

Nombre de versions du SMGF incluses dans la demande pour les fonctions de gestion financière	Rabais (réduction) applicable à chaque prix de lot ferme de la phase de transition de la gestion financière d'une version du SMGF dans la demande
1	X %
2	X %
3	X %
4	X %
5-9	X %
10-15	X %
16 ou plus	X %

(ii) Prix de lot ferme par version du SMGF pour les opérations de gestion financière

Pour l'ensemble des travaux de la sous-section 7.2.6 – *Exigences fonctionnelles : Section F – Gestion financière* de l'Énoncé des travaux dans l'annexe 1 concernant les services opérationnels de gestion financière pour une version du SMGF :

Le prix de lot ferme mensuel par version du SMGF pour les opérations de gestion financière est pris en compte pour tous les travaux autorisés liés aux services opérationnels de gestion financière pour chaque version du SMGF, conformément à la sous-section 7.2.6 – *Exigences fonctionnelles : Section F – Gestion financière* qui s'applique aux services opérationnels continus pour une version du SMGF, à l'exception des travaux couverts par le paragraphe (i). Le prix de lot ferme mensuel de la phase opérationnelle de la gestion financière pour une

version du SMGF est payable mensuellement à compter du mois suivant l'achèvement (et l'acceptation par le Canada) des travaux décrits au paragraphe (i) ci-dessus pour la version du SMGF demandée.

Chaque prix de lot ferme mensuel pour la phase opérationnelle de la gestion financière d'une version du SMGF est indiqué dans l'annexe 3 – Barème de prix.

Le prix de lot ferme mensuel de la phase opérationnelle de la gestion financière d'une version du SMGF est cumulatif, dans le sens où le Canada paiera la somme du prix de lot ferme mensuel applicable pour ces prix de lot fermes mensuels de la phase opérationnelle de la gestion financière d'une version du SMGF pour lesquels les services sont fournis de façon satisfaisante.

Lorsque plusieurs prix de lot fermes mensuels de la phase opérationnelle de la gestion financière d'une version du SMGF sont payables dans un mois donné, la somme des prix de lot fermes de la phase opérationnelle de la gestion financière d'une version du SMGF qui sont payables doit être actualisée de la façon suivante :

Nombre de prix de lot fermes mensuels de la phase opérationnelle de la gestion financière d'une version du SMGF payables dans un mois donné	Rabais (réduction) applicable à la somme des prix de lot fermes mensuels de la phase opérationnelle de la gestion financière d'une version du SMGF dans le mois donné
1	X %
2 – 4	X %
5 – 9	X %
10 – 15	X %
16 ou plus	X %

CHANGEMENT: 113

Supprimer l'*Annexe 1 – Énoncé des travaux* en entier et la remplacer par l'*Annexe 1 – Énoncé des travaux, version 2.0* en pièce jointe.

Remarque à l'intention des soumissionnaires : pour obtenir une copie de tous les changements apportés à la version 2.0 en mode « suivi des modifications », les soumissionnaires devraient communiquer avec les représentants du Canada au moyen du processus de demande de renseignements précisé dans la DP.

CHANGEMENT: 114

À la section 1.2 *Aperçu* de l'*Annexe 2 – Sécurité et protection des renseignements personnels*,

SUPPRIMER :

3. La section III fournit des renseignements sur les accords sur les niveaux de service concernant la sécurité de la SAE auxquels l'entrepreneur devrait avoir en place.

CHANGEMENT: 115

À la section 1.4 *Points de contrôle du processus d'évaluation et d'autorisation de sécurité* de l'*Annexe 2 – Sécurité et protection des renseignements personnels*,

SUPPRIMER :

Dans la *section III* de la présente annexe, le gouvernement du Canada a ciblé des domaines clés concernant la sécurité et la protection des renseignements personnels afin de guider l'entrepreneur quant aux accords sur les niveaux de service attendus.

CHANGEMENT: 116

À l'*Annexe 2 – Sécurité et protection des renseignements personnels*, supprimer la *SECTION III - Accords sur les niveaux de service* en entier.

CHANGEMENT: 117

Supprimer l'*annexe 3 - Barème de prix* dans sa totalité et la remplacer par l'*annexe 3 - Barème de prix, version 3.0* en pièce-jointe.

CHANGEMENT: 118

À la section 7.1.3 *Évaluation de la note financière, c.*, de la *pièce jointe 1 de la partie 4, Méthode d'évaluation et de sélection*,

SUPPRIMER :

, arrondi à trois décimales près,

CHANGEMENT: 119

À la section 8. *Contrôle de validation*, de la *pièce jointe 1 de la partie 4, Méthode d'évaluation et de sélection*,

SUPPRIMER :

i. Dans le cadre du contrôle de validation de la soumission, le soumissionnaire doit démontrer de quelle manière la solution qu'il propose satisfait à certaines exigences techniques et fonctionnelles décrites à l'annexe 1 - Énoncé des travaux et à certaines exigences fonctionnelles supplémentaires décrites à la Pièce jointe 2 de la partie 4 – Évaluation technique et au critère coté C6. Si le contrôle de validation de la soumission comprend des exigences fonctionnelles supplémentaires visées par le critère C6 auxquelles la solution du soumissionnaire ne répond pas, ces exigences n'auront pas à être satisfaites dans le cadre du contrôle de validation pour cette soumission.

ii. Après avoir été informé par l'autorité contractante de la réalisation d'un contrôle de validation de la soumission, le soumissionnaire aura un maximum de cinq jours ouvrables pour s'y préparer. Au cours de cette période de cinq jours, le soumissionnaire peut visiter le lieu où le contrôle de validation de la soumission sera effectué, entre 9 h et 17 h, dans le cadre de sa préparation. Le Canada fournira de plus amples renseignements sur les tâches à accomplir, et ce, pour chaque scénario associé au contrôle de validation de la soumission à la date de l'avis. La solution proposée doit à ce moment-là être complète et fonctionnelle, et démontrer les exigences décrites dans le contrôle de validation. Une copie du contrôle de validation, décrivant les exigences auxquelles le soumissionnaire doit se conformer, sera fournie au moment de l'avis.

INSÉRER :

i. Dans le cadre du contrôle de validation de la soumission, le soumissionnaire doit démontrer de quelle manière la solution qu'il propose satisfait à certaines exigences techniques et fonctionnelles décrites à l'annexe 1 - Énoncé des travaux.

ii. Après avoir été informé par l'autorité contractante de la réalisation d'un contrôle de validation de la soumission, le soumissionnaire aura un maximum de cinq jours ouvrables pour s'y préparer. Au cours de cette période de cinq jours, le soumissionnaire peut visiter le lieu où le contrôle de validation de la soumission sera effectué, entre 9 h et 17 h, dans le cadre de sa préparation. Le soumissionnaire devrait consulter la *Pièce jointe 3 de la partie 4 : Contrôle de validation de la proposition (CVP)* pour de plus amples renseignements sur les besoins à démontrer au cours du contrôle de validation de la soumission. La solution proposée doit à ce moment-là être complète et fonctionnelle, dans la mesure requise pour démontrer les exigences décrites dans le contrôle de validation.

CHANGEMENT: 120

À la section 1. *Sommaire de l'évaluation de la Pièce jointe 2 de la Partie 4 – Évaluation technique*,

SUPPRIMER :

C6	Exigences fonctionnelles supplémentaires			1 050	525
C6.1	Généralités	*	31,5		
C6.2	Sélection des fournisseurs et gestion des contrats	*	252		
C6.3	Gestion de l'approvisionnement	*	136,5		
C6.4	Approvisionnement en services	*	303		
C6.5	Renseignements d'affaires	*	70		
C6.6	Gestion des relations avec les fournisseurs	*	257		

INSÉRER :

C6	Exigences fonctionnelles supplémentaires			1 050	525
C6.1	Généralités	*	55		
C6.2	Sélection des fournisseurs et gestion des contrats	*	281		
C6.3	Gestion de l'approvisionnement	*	158		
C6.4	Approvisionnement en services	*	231		
C6.5	Renseignements d'affaires	*	82		
C6.6	Gestion des relations avec les fournisseurs	*	243		

CHANGEMENT: 121

À la *Pièce jointe 2 de la Partie 4 – Évaluation technique*, dans la colonne « Exigences relatives à la présentation des soumissions » du critère C3.4 de la section 4. *Critères cotés*, ajouter :

vii. Fournir des services d'autoassistance et de soutien supplémentaire qui réduisent le besoin par les utilisateurs de communiquer avec le bureau de service.

CHANGEMENT: 122

À la *Pièce jointe 2 de la Partie 4 – Évaluation technique*, dans la colonne « Critères d'évaluation » du critère C3.4 de la section 4. *Critères cotés*, ajouter :

(f) Offrir une valeur ajoutée par l'entremise d'engagements envers d'autres niveaux de services qui seront intégrés aux exigences relatives aux niveaux de services ou par l'entremise d'engagements envers des cibles plus élevées de rendement des services;

(g) Fournir davantage de soutien à l'autoassistance aux utilisateurs.

CHANGEMENT: 123

À la section 4. *Critères cotés de la Pièce jointe 2 de la Partie 4 – Évaluation technique*, supprimer le critère d'évaluation C6 en entier et le remplacer par ce qui suit :

C6	Exigences fonctionnelles supplémentaires	
	Si un soumissionnaire se voit attribuer des points pour avoir indiqué que sa SAE fournira les fonctionnalités suivantes et qu'un contrat lui est attribué, il a l'obligation contractuelle de fournir toutes les fonctionnalités indiquées en réponse au critère C6, <i>Exigences fonctionnelles supplémentaires</i> . Le Canada intégrera ces fonctionnalités dans la section correspondante de la partie 3 – Exigences fonctionnelles de l'Annexe 1 – Énoncé des travaux dans le cadre du contrat subséquent.	
C6.1	Exigences fonctionnelles supplémentaires – GÉNÉRALITÉS	
C6.1.1	En plus des fonctionnalités précisées dans la partie 3, A-10 Déroulement du travail – Généralités, de l'EDT, le soumissionnaire devrait indiquer s'il fournira la fonctionnalité ci-dessous :	
	i. Appuyer des tutoriels intégrés en vue de faciliter la configuration d'un déroulement du travail par des administrateurs autorisés.	Le soumissionnaire ne peut pas fournir cette fonctionnalité = 0 point Le soumissionnaire fournira cette fonctionnalité = 5 points
	ii. Permettre à un utilisateur de traiter plusieurs approbations séquentielles en une seule opération (approbation en lot).	Le soumissionnaire ne peut pas fournir cette fonctionnalité = 0 point Le soumissionnaire fournira cette fonctionnalité = 5 points
	iii. Permettre aux administrateurs autorisés de configurer l'étape par défaut à laquelle le système nous ramène lors d'un rejet.	Le soumissionnaire ne peut pas fournir cette fonctionnalité = 0 point Le soumissionnaire fournira cette fonctionnalité = 5 points
	iv. Permettre aux utilisateurs d'un groupe d'attribuer une étape du flux de travail à un seul membre affecté à ce groupe.	Le soumissionnaire ne peut pas fournir cette fonctionnalité = 0 point Le soumissionnaire fournira cette fonctionnalité = 5 points
C6.1.2	En plus des fonctionnalités précisées dans la partie 3, A-11 Charge de travail – Suivi et état, de l'EDT, le soumissionnaire devrait indiquer s'il fournira les fonctionnalités ci-dessous pour répondre aux présentes exigences :	
	i. Permettre aux administrateurs autorisés de configurer des formats d'affichage, des règles opérationnelles, des indicateurs et des déclencheurs d'alarme pour suivre l'état des charges de travail individuelles et d'équipes (p. ex. selon le bien ou le service).	Le soumissionnaire ne peut pas fournir cette fonctionnalité = 0 point Le soumissionnaire fournira cette fonctionnalité = 5 points
	ii. Afficher les renseignements sur les charges de travail liées à l'approvisionnement pour les équipes et les personnes, dans divers formats, y compris, sans toutefois s'y limiter, des tableaux, des graphiques et des diagrammes.	Le soumissionnaire ne peut pas fournir cette fonctionnalité = 0 point Le soumissionnaire fournira cette fonctionnalité = 5 points
	iii. Afficher des indicateurs de charge de travail et mettre en place des alarmes à déclencher en fonction des activités du dossier d'approvisionnement et des charges de travail individuelles ou de groupe.	Le soumissionnaire ne peut pas fournir cette fonctionnalité = 0 point Le soumissionnaire fournira cette fonctionnalité = 5 points
	iv. Permettre aux utilisateurs de trier, de filtrer et de regrouper les éléments de la charge de travail.	Le soumissionnaire ne peut pas fournir cette fonctionnalité = 0 point Le soumissionnaire fournira cette fonctionnalité = 5 points
	v. Permettre aux administrateurs autorisés de faire le suivi de l'itinéraire d'approvisionnement et donner un aperçu des activités	Le soumissionnaire ne peut pas fournir cette fonctionnalité = 0 point Le soumissionnaire fournira cette fonctionnalité = 5 points

	d'approvisionnement prévues et du calendrier d'exécution.	
	vi. Permettre aux administrateurs autorisés d'attribuer une durée à chaque tâche, activité et jalon affecté d'un projet afin que la charge de travail des membres de l'équipe des approvisionnements puisse être établie.	Le soumissionnaire ne peut pas fournir cette fonctionnalité = 0 point Le soumissionnaire fournira cette fonctionnalité = 5 points
	vii. Permettre aux administrateurs autorisés de configurer des procédures d'acheminement automatique si un dossier d'achat demeure en file d'attente au-delà d'un certain seuil de temps (p. ex. délai fixé).	Le soumissionnaire ne peut pas fournir cette fonctionnalité = 0 point Le soumissionnaire fournira cette fonctionnalité = 5 points
C6.2	Exigences fonctionnelles supplémentaires – SÉLECTION DES FOURNISSEURS ET GESTION DES CONTRATS	
C6.2.1	En plus des fonctionnalités précisées dans la partie 3, C-01 Sélection des fournisseurs et gestion des contrats – Gestion des demandes, de l'EDT, le soumissionnaire devrait indiquer s'il fournira la fonctionnalité ci-dessous pour répondre aux présentes exigences :	
	i. Permettre aux administrateurs autorisés de regrouper les exigences similaires de demandes différentes en fonction de divers paramètres incluant le type de produits, la méthode d'approvisionnement et le lieu de livraison, et ce, afin de faciliter les achats groupés.	Le soumissionnaire ne peut pas fournir cette fonctionnalité = 0 point Le soumissionnaire fournira cette fonctionnalité = 10 points
C6.2.2	En plus des fonctionnalités précisées dans la partie 3, C-02 Sélection des fournisseurs et gestion des contrats – Planification et élaboration d'une stratégie, de l'EDT, le soumissionnaire devrait indiquer s'il fournira les fonctionnalités ci-dessous pour répondre aux présentes exigences :	
	i. Permettre aux administrateurs autorisés de créer, de configurer et de gérer différents modèles d'approvisionnement qui aideront les administrateurs autorisés pendant la phase de planification et d'élaboration d'une stratégie.	Le soumissionnaire ne peut pas fournir cette fonctionnalité = 0 point Le soumissionnaire fournira cette fonctionnalité = 10 points
	ii. Permettre aux administrateurs autorisés de configurer et de gérer l'accès à diverses sources d'information internes et externes, y compris l'accès aux politiques, aux règles et aux règlements applicables (p. ex. hyperlien menant vers une politique se trouvant dans la SAE ou ailleurs).	Le soumissionnaire ne peut pas fournir cette fonctionnalité = 0 point Le soumissionnaire fournira cette fonctionnalité = 10 points
	iii. Permettre aux administrateurs autorisés de consulter différentes sources d'information internes et externes à tout moment pendant la planification et l'élaboration d'une stratégie.	Le soumissionnaire ne peut pas fournir cette fonctionnalité = 0 point Le soumissionnaire fournira cette fonctionnalité = 10 points
C6.2.3	En plus des fonctionnalités précisées dans la partie 3, C-03 Sélection des fournisseurs et gestion des contrats – Création de la DX, de l'EDT, le soumissionnaire devrait indiquer s'il fournira les fonctionnalités ci-dessous pour répondre aux présentes exigences :	
	i. Permettre aux administrateurs autorisés de configurer des déclencheurs et des alertes concernant d'autres activités de l'utilisateur qui doivent être effectuées conformément à un ensemble de règles préétablies.	Le soumissionnaire ne peut pas fournir cette fonctionnalité = 0 point Le soumissionnaire fournira cette fonctionnalité = 5 points
	ii. Permettre à plusieurs utilisateurs de travailler simultanément à la rédaction des différentes	Le soumissionnaire ne peut pas fournir cette fonctionnalité = 0 point

	sections d'une DX.	Le soumissionnaire fournira cette fonctionnalité = 10 points
	iii. Permettre aux utilisateurs autorisés d'avoir un aperçu de la mise en page et de la conception de tous les formulaires configurés (p. ex. appel d'offres, matrice d'évaluation, tableaux de prix).	Le soumissionnaire ne peut pas fournir cette fonctionnalité = 0 point Le soumissionnaire fournira cette fonctionnalité = 5 points
C6.2.4	En plus des fonctionnalités précisées dans la partie 3, C-04 Sélection des fournisseurs et gestion des contrats – Publication de la DX, de l'EDT, le soumissionnaire devrait indiquer s'il fournira les fonctionnalités ci-dessous pour répondre aux présentes exigences :	
	i. Permettre aux utilisateurs autorisés de configurer une horloge de soumission en temps réel prenant en charge les fuseaux horaires et s'ajustant automatiquement à l'heure avancée.	Le soumissionnaire ne peut pas fournir cette fonctionnalité = 0 point Le soumissionnaire fournira cette fonctionnalité = 5 points
	ii. Afficher une horloge de compte à rebours pour montrer le temps restant à une activité de sélection de fournisseurs.	Le soumissionnaire ne peut pas fournir cette fonctionnalité = 0 point Le soumissionnaire fournira cette fonctionnalité = 10 points
	iii. Permettre aux administrateurs autorisés de déterminer si une soumission peut être ouverte ou non pendant la période de soumission (p. ex. avant la date de clôture des soumissions en continu).	Le soumissionnaire ne peut pas fournir cette fonctionnalité = 0 point Le soumissionnaire fournira cette fonctionnalité = 5 points
	iv. Mettre en évidence les parties modifiées pour que les fournisseurs puissent facilement repérer les changements apportés aux versions de la DX.	Le soumissionnaire ne peut pas fournir cette fonctionnalité = 0 point Le soumissionnaire fournira cette fonctionnalité = 10 points
C6.2.5	En plus des fonctionnalités précisées dans la partie 3, C-05 Sélection des fournisseurs et gestion des contrats – Présentation des soumissions, de l'EDT, le soumissionnaire devrait indiquer s'il fournira les fonctionnalités ci-dessous pour répondre aux présentes exigences :	
	i. Guider les fournisseurs tout au long du processus de présentation de soumissions (p. ex. liste de vérification ou assistant intelligent).	Le soumissionnaire ne peut pas fournir cette fonctionnalité = 0 point Le soumissionnaire fournira cette fonctionnalité = 5 points
	ii. Gérer un processus de soumission électronique « multi-enveloppes » en autorisant les fournisseurs à organiser et à présenter leurs soumissions en plusieurs enveloppes cachetées (soit une pour la soumission technique, une pour la soumission financière et une pour la certification).	Le soumissionnaire ne peut pas fournir cette fonctionnalité = 0 point Le soumissionnaire fournira cette fonctionnalité = 10 points
	iii. Afficher un résumé de la soumission des fournisseurs pour effectuer une dernière vérification avant la présentation.	Le soumissionnaire ne peut pas fournir cette fonctionnalité = 0 point Le soumissionnaire fournira cette fonctionnalité = 10 points
	iv. Fournir les liens des pièces jointes aux soumissions avec les sections de la DX ou les exigences individuelles de la DX qui leur sont rattachées.	Le soumissionnaire ne peut pas fournir cette fonctionnalité = 0 point Le soumissionnaire fournira cette fonctionnalité = 10 points
	v. Permettre aux fournisseurs d'importer, de modifier et de reporter des réponses provenant d'activités antérieures de sélection de fournisseurs en vue de répondre à des exigences récurrentes (p. ex. demander une fois et y répondre une fois).	Le soumissionnaire ne peut pas fournir cette fonctionnalité = 0 point Le soumissionnaire fournira cette fonctionnalité = 10 points
	vi. Permettre au fournisseur de fournir des	Le soumissionnaire ne peut pas fournir cette fonctionnalité

	renseignements de référence sur les cautionnements, les dépôts ou les chèques de garantie avec leurs soumissions.	= 0 point Le soumissionnaire fournira cette fonctionnalité = 5 points
	vii. Vérifier de manière automatique et valider l'exhaustivité des réponses des fournisseurs.	Le soumissionnaire ne peut pas fournir cette fonctionnalité = 0 point Le soumissionnaire fournira cette fonctionnalité = 10 points
C6.2.6	En plus des fonctionnalités précisées dans la partie 3, C-06 Sélection des fournisseurs et gestion des contrats – Évaluation des soumissions, de l'EDT, le soumissionnaire devrait indiquer s'il fournira les fonctionnalités ci-dessous pour répondre aux présentes exigences :	
	i. Assurer un environnement virtuel d'évaluation sécuritaire grâce à des paramètres définis et à des autorisations établies par les administrateurs autorisés au moyen de propriétés d'administration.	Le soumissionnaire ne peut pas fournir cette fonctionnalité = 0 point Le soumissionnaire fournira cette fonctionnalité = 10 points
	ii. Permettre aux utilisateurs autorisés de donner ou de supprimer des autorisations en vue d'assurer la collaboration entre les participants au cours du processus d'évaluation.	Le soumissionnaire ne peut pas fournir cette fonctionnalité = 0 point Le soumissionnaire fournira cette fonctionnalité = 5 points
	iii. Comparer et évaluer les réponses et les capacités d'un ou de plusieurs fournisseurs par rapport à des questions prédéterminées.	Le soumissionnaire ne peut pas fournir cette fonctionnalité = 0 point Le soumissionnaire fournira cette fonctionnalité = 10 points
	iv. Effectuer une évaluation comparative des soumissions simultanément en évaluant notamment : a. chacun des articles d'un panier de biens; b. un groupe d'articles; c. l'ensemble d'un panier de biens.	Le soumissionnaire ne peut pas fournir cette fonctionnalité = 0 point Le soumissionnaire fournira cette fonctionnalité = 5 points
	v. Permettre aux utilisateurs autorisés de configurer l'évaluation technique et financière, afin d'effectuer une évaluation financière de certains articles du fichier de données du catalogue seulement.	Le soumissionnaire ne peut pas fournir cette fonctionnalité = 0 point Le soumissionnaire fournira cette fonctionnalité = 10 points
	vi. Permettre aux utilisateurs autorisés de sélectionner et d'approuver des articles pour lesquels un fournisseur s'est qualifié à la suite de l'évaluation d'une soumission technique et financière.	Le soumissionnaire ne peut pas fournir cette fonctionnalité = 0 point Le soumissionnaire fournira cette fonctionnalité = 10 points
	vii. Permettre aux évaluateurs d'analyser les scénarios avant et pendant l'évaluation des soumissions (p. ex. générer plusieurs scénarios d'optimisation par activité de sélection des fournisseurs).	Le soumissionnaire ne peut pas fournir cette fonctionnalité = 0 point Le soumissionnaire fournira cette fonctionnalité = 5 points
	viii. Faciliter l'analyse des scénarios d'optimisation des soumissions en utilisant divers paramètres et diverses contraintes, notamment : a. des critères non financiers; b. des matrices et des tranches; c. des réponses aux questions des DX.	Le soumissionnaire ne peut pas fournir cette fonctionnalité = 0 point Le soumissionnaire fournira cette fonctionnalité = 10 points
	ix. Permettre aux utilisateurs autorisés de produire un sommaire général de l'évaluation des soumissions qui comprend :	Le soumissionnaire ne peut pas fournir cette fonctionnalité = 0 point Le soumissionnaire fournira cette fonctionnalité = 10 points

	<p>a. chaque étape du processus de soumission;</p> <p>b. l'attribution des notes, globalement de même qu'à chaque fournisseur;</p> <p>c. les résultats par consensus, comprenant une zone pour les commentaires des évaluateurs;</p> <p>d. le classement sur le plan qualitatif et quantitatif;</p> <p>e. la durée globale du cycle;</p> <p>f. les résultats des cotes sous forme de tableau (selon la DX).</p>	
	<p>x. Permettre aux utilisateurs autorisés de sélectionner et de déterminer le(s) fournisseur(s) retenu(s) proposé(s), et informer tous les intervenants du résultat.</p>	<p>Le soumissionnaire ne peut pas fournir cette fonctionnalité = 0 point</p> <p>Le soumissionnaire fournira cette fonctionnalité = 10 points</p>
C6.2.7	<p>En plus des fonctionnalités précisées dans la partie 3, C-07 Sélection des fournisseurs et gestion des contrats – Attribution du contrat, de l'EDT, le soumissionnaire devrait indiquer s'il fournira les fonctionnalités ci-dessous pour répondre aux présentes exigences :</p>	
	<p>i. Permettre aux utilisateurs autorisés de configurer des avis visant à informer les soumissionnaires du résultat du processus de demande de soumissions (p. ex. lettres de refus) et d'envoyer ces avis aux soumissionnaires.</p>	<p>Le soumissionnaire ne peut pas fournir cette fonctionnalité = 0 point</p> <p>Le soumissionnaire fournira cette fonctionnalité = 10 points</p>
	<p>ii. Lier les résultats du processus d'évaluation à des modèles d'attribution de contrats pertinents, notamment des lettres de refus et des avis d'adjudication de contrat.</p>	<p>Le soumissionnaire ne peut pas fournir cette fonctionnalité = 0 point</p> <p>Le soumissionnaire fournira cette fonctionnalité = 10 points</p>
	<p>iii. Créer la liste des utilisateurs qui recevront un avis visant à les informer de l'attribution d'un contrat.</p>	<p>Le soumissionnaire ne peut pas fournir cette fonctionnalité = 0 point</p> <p>Le soumissionnaire fournira cette fonctionnalité = 3 points</p>
C6.2.8	<p>En plus des fonctionnalités précisées dans la partie 3, C-08 Sélection des fournisseurs et gestion des contrats – Administration des contrats, de l'EDT, le soumissionnaire devrait indiquer s'il fournira la fonctionnalité ci-dessous pour répondre aux présentes exigences :</p>	
	<p>i. Établir des rappels et des jalons de gestion des contrats à différentes étapes des contrats (p. ex. configuration d'avis automatiques concernant les jalons des contrats, les périodes de transition et les prolongations de contrats).</p>	<p>Le soumissionnaire ne peut pas fournir cette fonctionnalité = 0 point</p> <p>Le soumissionnaire fournira cette fonctionnalité = 10 points</p>
C6.2.9	<p>En plus des fonctionnalités précisées dans la partie 3, C-10 Sélection des fournisseurs et gestion des contrats – Dépôt central, de l'EDT, le soumissionnaire devrait indiquer s'il fournira les fonctionnalités ci-dessous pour répondre aux présentes exigences :</p>	
	<p>i. Lier les deux versions (anglaise et française) de la clause pour faire automatiquement référence à la clause et la mettre à jour dans la version anglaise lorsqu'on fait référence à une clause dans la version française, ou vice versa.</p>	<p>Le soumissionnaire ne peut pas fournir cette fonctionnalité = 0 point</p> <p>Le soumissionnaire fournira cette fonctionnalité = 10 points</p>
	<p>ii. Rendre toutes les versions des clauses et des conditions générales accessibles au public au moyen du portail.</p>	<p>Le soumissionnaire ne peut pas fournir cette fonctionnalité = 0 point</p> <p>Le soumissionnaire fournira cette fonctionnalité = 5 points</p>
	<p>iii. Créer, modifier, conserver et afficher des formules relatives aux approvisionnements et aux coûts dans le dépôt aux fins de réutilisation</p>	<p>Le soumissionnaire ne peut pas fournir cette fonctionnalité = 0 point</p> <p>Le soumissionnaire fournira cette fonctionnalité = 3 points</p>

	pendant le processus d'approvisionnement (p. ex. copier la formule du dépôt dans des modèles, des contrats, des commandes, des feuilles d'évaluation, etc.).	
C6.3	Exigences fonctionnelles supplémentaires – GESTION DE L'APPROVISIONNEMENT	
C6.3.1	En plus des fonctionnalités précisées dans la partie 3, D-05 Catalogue – Fichier de catalogue, de l'EDT, le soumissionnaire devrait indiquer s'il fournira les fonctionnalités ci-dessous pour répondre aux présentes exigences :	
	i. Permettre aux utilisateurs autorisés de créer un lien d'identification permettant d'indiquer les articles qui sont équivalents (même montage, forme et fonction) aux autres.	Le soumissionnaire ne peut pas fournir cette fonctionnalité = 0 point Le soumissionnaire fournira cette fonctionnalité = 10 points
	ii. Rassembler les articles dans des groupes facultatifs desquels ils peuvent être retirés par l'utilisateur (p. ex. garantie prolongée sur un produit).	Le soumissionnaire ne peut pas fournir cette fonctionnalité = 0 point Le soumissionnaire fournira cette fonctionnalité = 10 points
	iii. Inclure des images multiples (p. ex. différentes vues) pour chaque article du catalogue.	Le soumissionnaire ne peut pas fournir cette fonctionnalité = 0 point Le soumissionnaire fournira cette fonctionnalité = 5 points
	iv. Inclure un modèle de visualisation à 360 degrés pour un article du catalogue.	Le soumissionnaire ne peut pas fournir cette fonctionnalité = 0 point Le soumissionnaire fournira cette fonctionnalité = 3 points
C6.3.2	En plus des fonctionnalités précisées dans la partie 3, D-06 Catalogue – Prix, de l'EDT, le soumissionnaire devrait indiquer s'il fournira les fonctionnalités ci-dessous pour répondre aux présentes exigences :	
	i. Permettre aux utilisateurs autorisés de configurer et de gérer les fourchettes de prix échelonnés cumulatifs qui sont appliquées à une commande individuelle pour des articles qui figurent dans un fichier de catalogue (p. ex. le prix échelonné serait offert à un utilisateur en fonction des commandes cumulatives).	Le soumissionnaire ne peut pas fournir cette fonctionnalité = 0 point Le soumissionnaire fournira cette fonctionnalité = 10 points
	ii. Permettre aux utilisateurs autorisés de configurer et de gérer les fourchettes de prix échelonnés en vrac qui permettent d'appliquer des escomptes sur une commande individuelle pour un fichier de catalogue (p. ex. un escompte est appliqué sur l'ensemble de la commande en fonction d'un montant en dollars).	Le soumissionnaire ne peut pas fournir cette fonctionnalité = 0 point Le soumissionnaire fournira cette fonctionnalité = 10 points
	iii. Se connecter au tableau de l'indice des prix à la consommation applicable de Statistique Canada pour mettre à jour les prix lorsqu'il convient de le faire, conformément à une entente contractuelle ou à une entente-cadre.	Le soumissionnaire ne peut pas fournir cette fonctionnalité = 0 point Le soumissionnaire fournira cette fonctionnalité = 10 points
	iv. Permettre aux utilisateurs autorisés de convertir en dollars canadiens les prix indiqués en devises dans le catalogue au moyen du taux de change applicable de la Banque du Canada à la date et à l'heure indiquées par l'utilisateur de façon à évaluer les prix du catalogue en dollars canadiens et à les conserver soit en devises, soit en dollars canadiens convertis avant la publication du	Le soumissionnaire ne peut pas fournir cette fonctionnalité = 0 point Le soumissionnaire fournira cette fonctionnalité = 5 points

	catalogue.	
	v. Permettre aux utilisateurs et aux fournisseurs autorisés de mettre à jour le prix de détail suggéré par le fabricant, d'appliquer la majoration ou l'escompte du fournisseur et de présenter le prix définitif à l'utilisateur.	Le soumissionnaire ne peut pas fournir cette fonctionnalité = 0 point Le soumissionnaire fournira cette fonctionnalité = 5 points
C6.3.3	En plus des fonctionnalités précisées dans la partie 3, D-07 Catalogue– Répertoire, de l'EDT, le soumissionnaire devrait indiquer s'il fournira la fonctionnalité ci-dessous pour répondre aux présentes exigences :	
	i. Permettre aux fournisseurs de mettre à jour l'état de disponibilité des biens ou des services; cet état doit permettre une configuration en temps réel, par lots prévus au calendrier ou de façon manuelle.	Le soumissionnaire ne peut pas fournir cette fonctionnalité = 0 point Le soumissionnaire fournira cette fonctionnalité = 10 points
	ii. Permettre aux utilisateurs autorisés de configurer le moment où un utilisateur est informé qu'un catalogue ou un fichier de catalogue n'a pas été mis à jour depuis une durée configurable.	Le soumissionnaire ne peut pas fournir cette fonctionnalité = 0 point Le soumissionnaire fournira cette fonctionnalité = 5 points
C6.3.4	En plus des fonctionnalités précisées dans la partie 3, D-08 Panier d'achat – Généralités, de l'EDT, le soumissionnaire devrait indiquer s'il fournira les fonctionnalités ci-dessous pour répondre aux présentes exigences :	
	i. Calculer la distance (aérienne ou terrestre au moyen d'une infrastructure existante et non « à vol d'oiseau ») entre de multiples points utilisée par une formule prédéfinie afin de déterminer les coûts totaux (p. ex. nombre de kilomètres multiplié par le coût par kilomètre).	Le soumissionnaire ne peut pas fournir cette fonctionnalité = 0 point Le soumissionnaire fournira cette fonctionnalité = 5 points
	ii. Permettre aux utilisateurs de saisir la distance entre de multiples points utilisée par une formule prédéfinie afin de calculer les coûts totaux (p. ex. nombre de kilomètres multiplié par le coût par kilomètre).	Le soumissionnaire ne peut pas fournir cette fonctionnalité = 0 point Le soumissionnaire fournira cette fonctionnalité = 10 points
	iii. Fournir une mise en page configurable de la demande d'achat.	Le soumissionnaire ne peut pas fournir cette fonctionnalité = 0 point Le soumissionnaire fournira cette fonctionnalité = 4 points
C6.3.5	En plus des fonctionnalités précisées dans la partie 3, D-09 Panier d'achat – Recherche, de l'EDT, le soumissionnaire devrait indiquer s'il fournira les fonctionnalités ci-dessous pour répondre aux présentes exigences :	
	i. Exécuter une recherche interactive croisée pour un article.	Le soumissionnaire ne peut pas fournir cette fonctionnalité = 0 point Le soumissionnaire fournira cette fonctionnalité = 10 points
	ii. Proposer des produits ou des services complémentaires ou connexes (ventes croisées) sans égard à la marque des biens ou des services choisis par l'utilisateur (p. ex. un sac, une garantie et un service d'installation seraient proposés avec l'achat d'un ordinateur portable).	Le soumissionnaire ne peut pas fournir cette fonctionnalité = 0 point Le soumissionnaire fournira cette fonctionnalité = 3 points
C6.3.6	En plus des fonctionnalités précisées dans la partie 3, D-10 Panier d'achat – Création, de l'EDT, le soumissionnaire devrait indiquer s'il fournira les fonctionnalités ci-dessous pour répondre aux présentes exigences :	
	i. Indiquer des valeurs intelligentes par défaut pour les codes financiers en fonction de l'utilisateur, du ministère, du fournisseur, du produit de base, de l'article ou de toute combinaison de ces	Le soumissionnaire ne peut pas fournir cette fonctionnalité = 0 point Le soumissionnaire fournira cette fonctionnalité = 5 points

	éléments sur l'article visé par la demande d'achat.	
	ii. Déterminer si une demande d'achat constitue des dépenses en immobilisations ou des dépenses d'exploitation en fonction d'au moins une des méthodes ci-dessous : - sélection de l'utilisateur; - compte du grand livre général; - code de produit.	Le soumissionnaire ne peut pas fournir cette fonctionnalité = 0 point Le soumissionnaire fournira cette fonctionnalité = 5 points
	iii. Lors de la commande d'un bien ou d'un service (p. ex. véhicules), permettre au fournisseur de sélectionner le distributeur, le revendeur ou l'agent autorisé dont le code postal est le plus près du point de livraison si le client n'en a nommé aucun.	Le soumissionnaire ne peut pas fournir cette fonctionnalité = 0 point Le soumissionnaire fournira cette fonctionnalité = 10 points
C6.3.7	En plus des fonctionnalités précisées dans la partie 3, D-11 Panier d'achat – Affichage, de l'EDT, le soumissionnaire devrait indiquer s'il fournira les fonctionnalités ci-dessous pour répondre aux présentes exigences :	
	i. Afficher les produits récemment consultés par les utilisateurs.	Le soumissionnaire ne peut pas fournir cette fonctionnalité = 0 point Le soumissionnaire fournira cette fonctionnalité = 3 points
	ii. Afficher un écran récapitulatif sur une seule page de la demande d'achat aux fins d'approbation du flux de travail et avant de la présenter à un fournisseur.	Le soumissionnaire ne peut pas fournir cette fonctionnalité = 0 point Le soumissionnaire fournira cette fonctionnalité = 5 points
C6.3.8	En plus des fonctionnalités précisées dans la partie 3, D-12 Panier d'achat – Gestion, de l'EDT, le soumissionnaire devrait indiquer s'il fournira les fonctionnalités ci-dessous pour répondre aux présentes exigences :	
	i. Permettre aux utilisateurs de partager une commande existante et de créer une demande d'achat modifiable à laquelle peut accéder un groupe sélectionné d'utilisateurs.	Le soumissionnaire ne peut pas fournir cette fonctionnalité = 0 point Le soumissionnaire fournira cette fonctionnalité = 10 points
	ii. Permettre aux utilisateurs de créer une demande d'achat avec une commande normalisée qui sera passée à des intervalles réguliers (p. ex. commande mensuelle de papier).	Le soumissionnaire ne peut pas fournir cette fonctionnalité = 0 point Le soumissionnaire fournira cette fonctionnalité = 5 points
C6.4	Exigences fonctionnelles supplémentaires – APPROVISIONNEMENT EN SERVICES	
C6.4.1	En plus des fonctionnalités précisées dans la partie 3, E-02 Acquisition de services – Catalogue – Gestion, de l'EDT, le soumissionnaire devrait indiquer s'il fournira les fonctionnalités ci-dessous pour répondre aux présentes exigences :	
	i. Permettre aux administrateurs autorisés de configurer l'accès autorisé afin de visualiser et de modifier les qualifications applicables à des catégories ou à des sous-catégories de ressources particulières.	Le soumissionnaire ne peut pas fournir cette fonctionnalité = 0 point Le soumissionnaire fournira cette fonctionnalité = 12 points
	ii. Permettre aux fournisseurs d'indiquer dans le catalogue s'ils possèdent un bureau local dans la région applicable, et aux administrateurs autorisés de configurer le moment où ces renseignements sont mis à la disposition d'un utilisateur lors du processus de commande.	Le soumissionnaire ne peut pas fournir cette fonctionnalité = 0 point Le soumissionnaire fournira cette fonctionnalité = 10 points
	iii. Permettre aux fournisseurs d'indiquer dans le catalogue la région dans laquelle ils offrent des services particuliers (p. ex. type d'aéronef	Le soumissionnaire ne peut pas fournir cette fonctionnalité = 0 point Le soumissionnaire fournira cette fonctionnalité = 15 points

	disponible dans une base aérienne), afin d'aider l'utilisateur à sélectionner un fournisseur lors du processus de commande.	
C6.4.2	En plus des fonctionnalités précisées dans la partie 3, Acquisition de services, de l'EDT, le soumissionnaire devrait indiquer s'il fournira les fonctionnalités ci-dessous pour répondre aux présentes exigences :	
	i. Permettre aux fournisseurs de soumettre des questions sur une demande d'achat et aux utilisateurs d'appliquer une métabalise à une question, ainsi que de publier et de modifier la question et la réponse dans les deux langues officielles durant la période de réponse, sans toutefois publier le nom du fournisseur, afin que tous les fournisseurs puissent les visualiser (p. ex. formulaire de questions et de réponses).	Le soumissionnaire ne peut pas fournir cette fonctionnalité = 0 point Le soumissionnaire fournira cette fonctionnalité = 10 points
	ii. Permettre aux utilisateurs autorisés de visualiser l'état de la réponse d'un fournisseur pour une commande précise (p. ex. aucun intérêt manifesté, réponse évaluée mais rejetée, aucune invitation envoyée, commande passée) à partir de la liste des fournisseurs invités durant le processus de commande.	Le soumissionnaire ne peut pas fournir cette fonctionnalité = 0 point Le soumissionnaire fournira cette fonctionnalité = 10 points
	iii. Permettre aux administrateurs autorisés de configurer l'état de l'évaluation des ressources proposées (p. ex. évaluation effectuée, évaluation en cours, ressources présélectionnées, acceptées ou rejetées), et d'afficher et de configurer certains avis à envoyer aux fournisseurs concernant leur état respectif.	Le soumissionnaire ne peut pas fournir cette fonctionnalité = 0 point Le soumissionnaire fournira cette fonctionnalité = 10 points
C6.4.3	En plus des fonctionnalités précisées dans la partie 3, Acquisition de services, de l'EDT, le soumissionnaire devrait indiquer s'il fournira les fonctionnalités ci-dessous pour répondre aux présentes exigences :	
	i. Aviser l'utilisateur des préférences linguistiques des fournisseurs invités pour chaque méthode d'approvisionnement et région respective avant de créer la demande d'achat.	Le soumissionnaire ne peut pas fournir cette fonctionnalité = 0 point Le soumissionnaire fournira cette fonctionnalité = 10 points
	ii. Appliquer les paiements d'étape selon le montant configuré de la valeur totale de la commande indiqué dans la demande d'achat (p. ex. le fournisseur reçoit 40 000 \$ pour l'exécution du jalon 1 et les 60 000 \$ restants pour l'exécution du jalon 2).	Le soumissionnaire ne peut pas fournir cette fonctionnalité = 0 point Le soumissionnaire fournira cette fonctionnalité = 12 points
C6.4.4	En plus des fonctionnalités précisées dans la partie 3, E-04 Acquisition de services – Gestion de l'EDT – Généralités, de l'EDT, le soumissionnaire devrait indiquer s'il fournira les fonctionnalités ci-dessous pour répondre aux présentes exigences :	
	i. Sélectionner plusieurs ressources dans un EDT auprès d'un fournisseur unique (p. ex. analyste des activités et gestionnaire de projet du fournisseur A).	Le soumissionnaire ne peut pas fournir cette fonctionnalité = 0 point Le soumissionnaire fournira cette fonctionnalité = 10 points
	ii. Diviser un EDT entre plusieurs ressources afin d'établir un contrat à fournisseurs multiples (p. ex. analyste des activités du fournisseur A et gestionnaire de projet du fournisseur B).	Le soumissionnaire ne peut pas fournir cette fonctionnalité = 0 point Le soumissionnaire fournira cette fonctionnalité = 10 points

	iii. Permettre aux utilisateurs de configurer le pourcentage de paiement applicable qui doit être associé à chaque jalon dans la demande d'achat (p. ex. le fournisseur reçoit 40 % pour l'exécution du jalon 1 et les 60 % restants pour l'exécution du jalon 2).	Le soumissionnaire ne peut pas fournir cette fonctionnalité = 0 point Le soumissionnaire fournira cette fonctionnalité = 10 points
C6.4.5	En plus des fonctionnalités précisées dans la partie 3, E-09 Acquisition de services – Gestion de l'EDT – Modifications à l'EDT, de l'EDT, le soumissionnaire devrait indiquer s'il fournira les fonctionnalités ci-dessous pour répondre aux présentes exigences :	
	i. Sélectionner les modifications à un EDT qui feront automatiquement l'objet d'un suivi dans un registre des modifications, y compris les dates auxquelles les modifications ont été apportées et l'utilisateur qui les a effectuées.	Le soumissionnaire ne peut pas fournir cette fonctionnalité = 0 point Le soumissionnaire fournira cette fonctionnalité = 10 points
	ii. Permettre aux utilisateurs de sélectionner la version de l'EDT qu'ils souhaitent comparer avec les modifications sélectionnées (p. ex. visualiser uniquement les différences entre les versions 3 et 4 de l'EDT et masquer toutes les modifications antérieures).	Le soumissionnaire ne peut pas fournir cette fonctionnalité = 0 point Le soumissionnaire fournira cette fonctionnalité = 10 points
	iii. Soumettre les modifications à l'EDT à un processus d'approbation avant de les publier.	Le soumissionnaire ne peut pas fournir cette fonctionnalité = 0 point Le soumissionnaire fournira cette fonctionnalité = 10 points
	iv. Présenter une version à jour de l'EDT sans les modifications sélectionnées.	Le soumissionnaire ne peut pas fournir cette fonctionnalité = 0 point Le soumissionnaire fournira cette fonctionnalité = 10 points
C6.4.6	En plus des fonctionnalités précisées dans la partie 3, E-11 Acquisition de services – Gestion des ressources – Gestion du rendement, de l'EDT, le soumissionnaire devrait indiquer s'il fournira la fonctionnalité ci-dessous pour répondre aux présentes exigences :	
	i. Permettre aux utilisateurs de configurer des examens de rendement de ressource à intervalle déterminé. Par la suite, ces examens ainsi configurés seront mis à la disposition du client dans l'exercice de ses responsabilités contractuelles selon la période prescrite (p. ex. tous les deux mois, à la fin du contrat uniquement).	Le soumissionnaire ne peut pas fournir cette fonctionnalité = 0 point Le soumissionnaire fournira cette fonctionnalité = 10 points
C6.4.7	En plus des fonctionnalités précisées dans la partie 3, E-12 Acquisition de services – Fichier principal des ressources, de l'EDT, le soumissionnaire devrait indiquer s'il fournira les fonctionnalités ci-dessous pour répondre aux présentes exigences :	
	i. Permettre aux utilisateurs autorisés d'activer et de désactiver les profils des ressources.	Le soumissionnaire ne peut pas fournir cette fonctionnalité = 0 point Le soumissionnaire fournira cette fonctionnalité = 12 points
	ii. Permettre aux utilisateurs de maintenir leur version du profil de ressource d'une proposition dans le cas d'une ressource particulière (p. ex. si plus d'un fournisseur propose la même ressource) et de mettre à jour les qualifications, en fournissant à l'utilisateur l'option de visualiser les modifications sélectionnées et les versions définitives.	Le soumissionnaire ne peut pas fournir cette fonctionnalité = 0 point Le soumissionnaire fournira cette fonctionnalité = 10 points

	iii. Permettre aux utilisateurs autorisés d'effectuer une vérification des projets cités en référence et d'en consigner les résultats afin de valider l'exactitude des qualifications et de l'expérience des ressources proposées en ce qui a trait aux références présentées par le fournisseur.	Le soumissionnaire ne peut pas fournir cette fonctionnalité = 0 point Le soumissionnaire fournira cette fonctionnalité = 10 points
	iv. Déterminer si une ressource ou un fournisseur a déjà effectué des travaux pour l'organisation spécifié.	Le soumissionnaire ne peut pas fournir cette fonctionnalité = 0 point Le soumissionnaire fournira cette fonctionnalité = 10 points
	v. Permettre à chaque organisation de créer et de gérer les activités d'intégration et de départ configurables de chaque ressource dans le cadre d'un contrat précis (p. ex. attribution des biens ou du répertoire, délivrance des identifiants de sécurité) tout en étant en mesure de joindre les documents d'accompagnement et de désigner un responsable pour chaque activité.	Le soumissionnaire ne peut pas fournir cette fonctionnalité = 0 point Le soumissionnaire fournira cette fonctionnalité = 10 points
	vi. Suivre l'état des activités d'intégration et de départ et configurer les dates auxquelles les activités inachevées doivent être signalées aux échelons supérieurs en envoyant un avis à l'utilisateur approprié (p. ex. entente de non-divulgaration pour une ressource précise qui n'est pas encore signée, et qui est donc indiquée comme inachevée).	Le soumissionnaire ne peut pas fournir cette fonctionnalité = 0 point Le soumissionnaire fournira cette fonctionnalité = 10 points
C6.5	Exigences fonctionnelles supplémentaires – RENSEIGNEMENTS D'AFFAIRES	
C6.5.1	En plus des fonctionnalités précisées dans la partie 3, G-01 Renseignements d'affaires – Généralités, de l'EDT, le soumissionnaire devrait indiquer s'il fournira la fonctionnalité ci-dessous pour répondre aux présentes exigences :	
	i. Permettre aux administrateurs autorisés de créer, de gérer et de publier des modèles de rapports normalisés, et de les mettre à la disposition des autres utilisateurs.	Le soumissionnaire ne peut pas fournir cette fonctionnalité = 0 point Le soumissionnaire fournira cette fonctionnalité = 5 points
	ii. Permettre aux utilisateurs de prévoir et de générer, d'imprimer et de distribuer automatiquement des rapports selon un calendrier établi au préalable par les utilisateurs	Le soumissionnaire ne peut pas fournir cette fonctionnalité = 0 point Le soumissionnaire fournira cette fonctionnalité = 5 points
	iii. Permettre aux utilisateurs de s'inscrire et de se désinscrire d'une liste de distribution automatique de rapports.	Le soumissionnaire ne peut pas fournir cette fonctionnalité = 0 point Le soumissionnaire fournira cette fonctionnalité = 3 points
C6.5.2	En plus des fonctionnalités précisées dans la partie 3, G-02 Renseignements d'affaires – Établissement de rapports, de l'EDT, le soumissionnaire devrait indiquer s'il fournira les fonctionnalités ci-dessous pour répondre aux présentes exigences :	
	i. Permettre aux utilisateurs de générer des rapports d'analyse transversale dans lesquels il est possible de visualiser des renseignements à un niveau précis et de passer à d'autres niveaux selon la valeur sélectionnée par les utilisateurs.	Le soumissionnaire ne peut pas fournir cette fonctionnalité = 0 point Le soumissionnaire fournira cette fonctionnalité = 5 points
	ii. Permettre aux utilisateurs de générer des rapports statiques ponctuels et de les sauvegarder aux fins d'utilisation ultérieure.	Le soumissionnaire ne peut pas fournir cette fonctionnalité = 0 point Le soumissionnaire fournira cette fonctionnalité = 5 points
	iii. Permettre aux utilisateurs de personnaliser leurs	Le soumissionnaire ne peut pas fournir cette fonctionnalité

	<p>requêtes et rapports au moyen de l'outil ponctuel de requête et d'établissement de rapports de la SAE, qui a une couche sémantique réutilisable contenant des termes opérationnels familiers et communs qui permet aux utilisateurs qui ne sont pas nécessairement habiles avec les technologies :</p> <p>a. de consulter les sources de données disponibles;</p> <p>b. d'accéder aux mesures prédéfinies; et</p> <p>c. d'explorer les hiérarchies.</p>	<p>= 0 point</p> <p>Le soumissionnaire fournira cette fonctionnalité = 5 points</p>
iv.	<p>Produire des rapports relatifs à l'état des possibilités d'approvisionnement et des matrices de données connexes, notamment :</p> <p>a. le nombre de possibilités d'approvisionnement et leur état;</p> <p>b. le temps de traitement (p. ex. par fournisseur, par client);</p> <p>c. le nombre de transactions (p. ex. mesures des utilisateurs, nombre d'achats); et</p> <p>d. étape et état de l'approbation.</p>	<p>Le soumissionnaire ne peut pas fournir cette fonctionnalité = 0 point</p> <p>Le soumissionnaire fournira cette fonctionnalité = 5 points</p>
v.	<p>Produire des rapports qui peuvent classer les fournisseurs et afficher les tendances relatives au rendement des fournisseurs au fil du temps en fonction de diverses données recueillies, notamment :</p> <p>a. la qualité;</p> <p>b. le rendement de la prestation par les fournisseurs; et</p> <p>c. le rendement des services.</p>	<p>Le soumissionnaire ne peut pas fournir cette fonctionnalité = 0 point</p> <p>Le soumissionnaire fournira cette fonctionnalité = 3 points</p>
vi.	<p>Produire des rapports relatifs aux dépenses qui peuvent contenir divers renseignements sommaires ou détaillés, notamment :</p> <p>a. les économies potentielles;</p> <p>b. les dépenses d'une année à l'autre par catégorie de produit et par fournisseur;</p> <p>c. les dépenses cumulatives par bon de commande et par facture; et</p> <p>d. des rapports sur les dépenses pour les arrangements en matière d'approvisionnement et les offres à commandes par divers paramètres (p. ex. par fournisseur, par région).</p>	<p>Le soumissionnaire ne peut pas fournir cette fonctionnalité = 0 point</p> <p>Le soumissionnaire fournira cette fonctionnalité = 5 points</p>
vii.	<p>Produire des rapports relatifs à l'accès des utilisateurs et des groupes aux objets et aux composantes de la solution, notamment :</p> <p>a. l'accès complet et partiel aux dossiers d'approvisionnement;</p> <p>b. les droits, les privilèges et les restrictions d'accès aux fonctions des utilisateurs et des groupes pour les composantes assignées;</p> <p>c. les droits, les privilèges et les restrictions</p>	<p>Le soumissionnaire ne peut pas fournir cette fonctionnalité = 0 point</p> <p>Le soumissionnaire fournira cette fonctionnalité = 3 points</p>

	d'accès aux renseignements des utilisateurs et des groupes; et d. l'accès des utilisateurs et des groupes aux propriétés des métadonnées.	
C6.5.3	En plus des fonctionnalités précisées dans la partie 3, G-03 Renseignements d'affaires – Analyse, de l'EDT, le soumissionnaire devrait indiquer s'il fournira les fonctionnalités ci-dessous pour répondre aux présentes exigences :	
	i. Faciliter la veille stratégique et l'analyse détaillée propres à des articles (p. ex. le nombre d'unités d'un article qui ont été achetées, l'identité de l'acheteur, l'identité du vendeur, le montant de l'achat, le contrat visé).	Le soumissionnaire ne peut pas fournir cette fonctionnalité = 0 point Le soumissionnaire fournira cette fonctionnalité = 5 points
	ii. Analyser et calculer la croissance des transactions traitées dans une période précise, en fonction de divers paramètres (p. ex. par fournisseur, par client).	Le soumissionnaire ne peut pas fournir cette fonctionnalité = 0 point Le soumissionnaire fournira cette fonctionnalité = 5 points
C6.5.4	En plus des fonctionnalités précisées dans la partie 3, G-04 Renseignements d'affaires – Tableau de bord d'établissement de rapports et d'analyse, de l'EDT, le soumissionnaire devrait indiquer s'il fournira les fonctionnalités ci-dessous pour répondre aux présentes exigences :	
	i. Permettre et soutenir un grand éventail d'outils de visualisation des données sur les renseignements d'affaires, notamment : a. l'affichage de plusieurs objets différents sur une page comme un tableau, une photo et un texte; b. divers types de graphiques (p. ex. à barres, en nuage, combiné, croisé dynamique, à bâtons, radar, en aires, en banderole, à barres empilées); c. divers types de graphiques avec des indicateurs cibles (p. ex. à bâtons, à puces, à bulles); d. des mesures et des indicateurs; et e. des graphiques 2D et 3D.	Le soumissionnaire ne peut pas fournir cette fonctionnalité = 0 point Le soumissionnaire fournira cette fonctionnalité = 5 points
	ii. Permettre aux utilisateurs de configurer et de créer des tableaux de bord d'établissement de rapports et d'analyse hautement interactifs ainsi que de définir des mesures et des données grâce à une exploration visuelle et à des analyses avancées intégrées.	Le soumissionnaire ne peut pas fournir cette fonctionnalité = 0 point Le soumissionnaire fournira cette fonctionnalité = 5 points
	iii. Permettre aux utilisateurs de configurer et de créer des tableaux de bord d'établissement de rapports et d'analyse contenant des renseignements opérationnels et stratégiques qui permettent notamment : a. l'établissement, la distribution et l'impression de rapports et de gadgets logiciels; b. la configuration de paramètres, de filtres et de messages-guides; et c. la navigation assistée dans les tableaux de bord.	Le soumissionnaire ne peut pas fournir cette fonctionnalité = 0 point Le soumissionnaire fournira cette fonctionnalité = 5 points
	iv. Permettre aux utilisateurs de configurer et de générer des rapports sous forme de tableaux de	Le soumissionnaire ne peut pas fournir cette fonctionnalité = 0 point

	bord qui présentent toutes les initiatives d'approvisionnement en cours, leur état d'avancement et leurs échéanciers.	Le soumissionnaire fournira cette fonctionnalité = 5 points
	v. Permettre aux utilisateurs de configurer et de générer des modèles d'affichage des données personnalisés dans les tableaux de bord d'établissement de rapports et d'analyse, ainsi que dans les pages des rapports.	Le soumissionnaire ne peut pas fournir cette fonctionnalité = 0 point Le soumissionnaire fournira cette fonctionnalité = 5 points
	vi. Permettre aux utilisateurs de passer facilement du tableau de bord d'établissement de rapports et d'analyse à toutes les applications de gestion des dépenses et à tous les modules d'approvisionnement pertinents.	Le soumissionnaire ne peut pas fournir cette fonctionnalité = 0 point Le soumissionnaire fournira cette fonctionnalité = 5 points
C6.6	Exigences fonctionnelles supplémentaires – GESTION DES RELATIONS AVEC LES FOURNISSEURS	
C6.6.1	En plus des fonctionnalités précisées dans la partie 3, H-01 Gestion des relations avec les fournisseurs – Gestion des profils des fournisseurs, de l'EDT, le soumissionnaire devrait indiquer s'il fournira les fonctionnalités ci-dessous pour répondre aux présentes exigences :	
	i. Permettre aux administrateurs autorisés de configurer des règles opérationnelles et de définir les paramètres pour l'activation et la désactivation des fournisseurs, notamment : a. les utilisateurs autorisés activent ou désactivent la fonction d'activation et de désactivation des fournisseurs; et b. le système active ou désactive automatiquement les paramètres des comptes des fournisseurs.	Le soumissionnaire ne peut pas fournir cette fonctionnalité = 0 point Le soumissionnaire fournira cette fonctionnalité = 10 points
	ii. Remplir automatiquement le formulaire d'inscription des fournisseurs en fonction de renseignements et de données provenant d'autres systèmes, et permettre aux fournisseurs de tenir à jour leurs propres renseignements, notamment : a. le nom, l'adresse et les coordonnées; b. le statut de propriétaire autochtone; c. l'inscription au Programme des marchandises contrôlées; d. les états financiers; e. des renseignements sur le paiement par dépôt direct; f. des renseignements sur la solvabilité (carte fantôme); et g. les caractéristiques spéciales de l'entreprise.	Le soumissionnaire ne peut pas fournir cette fonctionnalité = 0 point Le soumissionnaire fournira cette fonctionnalité = 10 points
C6.6.2	En plus des fonctionnalités précisées dans la partie 3, H-02 Gestion des relations avec les fournisseurs – Rendement, de l'EDT, le soumissionnaire devrait indiquer s'il fournira les fonctionnalités ci-dessous pour répondre aux présentes exigences :	
	i. Tenir un répertoire de sondages et de fiches de rendement qui est accessible uniquement au moyen d'un accès fondé sur les rôles et qui est organisé d'un certain nombre de façons, notamment :	Le soumissionnaire ne peut pas fournir cette fonctionnalité = 0 point Le soumissionnaire fournira cette fonctionnalité = 10 points

	a. les contrats; b. les ententes-cadres; et c. les fournisseurs.	
ii.	Permettre aux administrateurs autorisés de configurer et de créer des versions distinctes des sondages sur un sujet particulier, notamment : a. l'emplacement géographique; b. l'approvisionnement; et c. les intervenants.	Le soumissionnaire ne peut pas fournir cette fonctionnalité = 0 point Le soumissionnaire fournira cette fonctionnalité = 10 points
iii.	Permettre aux administrateurs autorisés de configurer et de prévoir des sondages.	Le soumissionnaire ne peut pas fournir cette fonctionnalité = 0 point Le soumissionnaire fournira cette fonctionnalité = 10 points
iv.	Permettre aux utilisateurs de définir et de mettre à jour des indicateurs de rendement clés dans le cadre du processus de gestion du rendement.	Le soumissionnaire ne peut pas fournir cette fonctionnalité = 0 point Le soumissionnaire fournira cette fonctionnalité = 12 points
v.	Définir les seuils maximaux et les objectifs pour chaque indicateur de rendement clé visant un fournisseur ou une catégorie.	Le soumissionnaire ne peut pas fournir cette fonctionnalité = 0 point Le soumissionnaire fournira cette fonctionnalité = 12 points
vi.	Aviser les utilisateurs dont le nom figure sur la liste configurable lorsque la note des indicateurs de rendement clés est inférieure aux objectifs établis.	Le soumissionnaire ne peut pas fournir cette fonctionnalité = 0 point Le soumissionnaire fournira cette fonctionnalité = 10 points
vii.	Mettre en correspondance les questions posées dans le cadre des sondages et des indicateurs de rendement clés précis, et extraire automatiquement des données tirées des réponses aux sondages pour remplir une fiche de rendement.	Le soumissionnaire ne peut pas fournir cette fonctionnalité = 0 point Le soumissionnaire fournira cette fonctionnalité = 10 points
viii.	Regrouper et fusionner les résultats de plusieurs sondages en une seule fiche de rendement.	Le soumissionnaire ne peut pas fournir cette fonctionnalité = 0 point Le soumissionnaire fournira cette fonctionnalité = 12 points
ix.	Soumettre les fiches de rendement à l'examen par les utilisateurs désignés.	Le soumissionnaire ne peut pas fournir cette fonctionnalité = 0 point Le soumissionnaire fournira cette fonctionnalité = 12 points
x.	Permettre aux utilisateurs de collaborer avec les fournisseurs relativement aux résultats des fiches de rendement et aux mesures de suivi connexes.	Le soumissionnaire ne peut pas fournir cette fonctionnalité = 0 point Le soumissionnaire fournira cette fonctionnalité = 10 points
xi.	Permettre aux fournisseurs d'avoir un accès en lecture seule à leurs fiches de rendement et aux résultats des sondages.	Le soumissionnaire ne peut pas fournir cette fonctionnalité = 0 point Le soumissionnaire fournira cette fonctionnalité = 10 points
xii.	Importer et exporter des données qualitatives et quantitatives de sources de tierces parties et de la solution dans le cadre de la production de fiches de rendement.	Le soumissionnaire ne peut pas fournir cette fonctionnalité = 0 point Le soumissionnaire fournira cette fonctionnalité = 10 points
xiii.	Permettre l'exécution de diverses fonctions des fiches de rendement, notamment : a. la représentation graphique des résultats des fiches de rendement; b. la production de fiches de rendement pour différents niveaux de rendement (p. ex. lorsque le rendement est supérieur aux objectifs, à	Le soumissionnaire ne peut pas fournir cette fonctionnalité = 0 point Le soumissionnaire fournira cette fonctionnalité = 10 points

	risque ou inférieur aux objectifs); et c. le classement des fournisseurs pour des produits précis par la pondération des notes figurant sur les fiches de rendement (p. ex. premier rang et dernier rang).	
C6.6.3	En plus des fonctionnalités précisées dans la partie 3, H-03 Gestion des relations avec les fournisseurs – Outils d'évaluation, de l'EDT, le soumissionnaire devrait indiquer s'il fournira les fonctionnalités ci-dessous pour répondre aux présentes exigences :	
	i. Permettre aux administrateurs autorisés de dupliquer des sondages créés précédemment pour les réutiliser.	Le soumissionnaire ne peut pas fournir cette fonctionnalité = 0 point Le soumissionnaire fournira cette fonctionnalité = 10 points
	ii. Permettre aux créateurs de sondages et aux répondants aux sondages de sauvegarder des sondages créés ou remplis de façon partielle comme des ébauches à achever ultérieurement.	Le soumissionnaire ne peut pas fournir cette fonctionnalité = 0 point Le soumissionnaire fournira cette fonctionnalité = 10 points
	iii. Permettre aux créateurs de sondages de cibler et de sélectionner des répondants à des sondages ciblés en fonction de divers paramètres, notamment : a. leur emplacement géographique; et b. le produit.	Le soumissionnaire ne peut pas fournir cette fonctionnalité = 0 point Le soumissionnaire fournira cette fonctionnalité = 10 points
	iv. Permettre aux créateurs de sondages et aux répondants de téléverser, de télécharger, d'envoyer et de recevoir plusieurs pièces jointes aux sondages.	Le soumissionnaire ne peut pas fournir cette fonctionnalité = 0 point Le soumissionnaire fournira cette fonctionnalité = 10 points
	v. Distribuer des sondages et assurer le suivi des personnes qui répondent aux sondages en indiquant l'heure et la date à l'aide d'un timbre.	Le soumissionnaire ne peut pas fournir cette fonctionnalité = 0 point Le soumissionnaire fournira cette fonctionnalité = 10 points
	vi. Intégrer la distribution et l'approbation des sondages aux flux de travaux, notamment : a. envoyer les sondages aux répondants et aux approbateurs; et b. approuver la publication des résultats des sondages dans des fiches de rendement.	Le soumissionnaire ne peut pas fournir cette fonctionnalité = 0 point Le soumissionnaire fournira cette fonctionnalité = 10 points
C6.6.4	En plus des fonctionnalités précisées dans la partie 3, H-05 Gestion des relations avec les fournisseurs – Avis, de l'EDT, le soumissionnaire devrait indiquer s'il fournira les fonctionnalités ci-dessous pour répondre aux présentes exigences :	
	i. Permettre aux administrateurs autorisés de configurer diverses fonctions liées aux avis pour toutes les activités comprises dans le module de gestion des relations avec les fournisseurs, notamment : a. des rappels qui peuvent être envoyés aux participants aux sondages; b. des courriels envoyés dans le cadre de sondages; c. la programmation d'événements, de déclencheurs et d'alertes automatiques; et d. l'activation et la désactivation des avis automatiques.	Le soumissionnaire ne peut pas fournir cette fonctionnalité = 0 point Le soumissionnaire fournira cette fonctionnalité = 10 points
	ii. Assurer le suivi de la mise à jour et du renouvellement des renseignements figurant	Le soumissionnaire ne peut pas fournir cette fonctionnalité = 0 point

	<p>dans les profils des fournisseurs, et aviser automatiquement les administrateurs autorisés et les fournisseurs du besoin de mettre à jour et de renouveler régulièrement ces renseignements, notamment :</p> <p>a. la date de renouvellement des compétences et des certifications;</p> <p>b. des renseignements relatifs aux cotes de sécurité; et</p> <p>c. l'état des fournisseurs (actif ou inactif en fonction d'un ensemble de règles configurables).</p>	Le soumissionnaire fournira cette fonctionnalité = 10 points
	<p>iii. Permettre aux utilisateurs de programmer des activités et des tâches associées à un fournisseur et aviser les utilisateurs lorsque des tâches sont prévues (p. ex. réunion de rendement).</p>	<p>Le soumissionnaire ne peut pas fournir cette fonctionnalité = 0 point</p> <p>Le soumissionnaire fournira cette fonctionnalité = 5 points</p>

CHANGEMENT: 124

Au Tableau 2 - Déclaration de condamnation à une infraction du Formulaire 1 de la partie 4 : Formulaire de présentation de la demande de propositions,

SUPPRIMER :

Conformément au paragraphe Déclaration de condamnation à une infraction de l'article 01 des Instructions uniformisées, le soumissionnaire doit joindre à sa soumission le [Formulaire de déclaration](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/formulaire-form-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/formulaire-form-fra.html>) dûment rempli afin que sa soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

INSÉRER :

Conformément au paragraphe Déclaration de condamnation à une infraction de l'article 01 des Instructions uniformisées, le soumissionnaire doit fournir, préalables à l'attribution du contrat, le [Formulaire de déclaration](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/formulaire-form-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/formulaire-form-fra.html>) dûment rempli afin que sa soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

(B) QUESTIONS**QUESTION: 378**

Dans sa réponse à la question n° 80, le Canada répondait directement à un fournisseur qui demandait au Canada s'il préférerait, pour la SAE, un service géré ou une solution SaaS. Dans sa réponse, le Canada ajoutait également « (...) *Si d'autres critères ou exigences empêchent les soumissionnaires de proposer une SAE fondée sur un modèle SaaS, veuillez indiquer ces critères ou ces exigences, conformément à la section 2.3 Demandes de renseignements en période de soumission de la présente demande de proposition.* »

Nous nous permettons de vous faire remarquer que le Canada ne répond qu'en partie à la question n° 80 posée par le fournisseur. Les exigences de l'appel d'offres relatives à la SAE correspondent à un service géré dans la mesure où le Canada cherche à établir ses propres exigences fonctionnelles et de sécurité et des modalités contractuelles qui vont au-delà de ce qui est offert sur le marché. Si les solutions infonuagiques commerciales modernes sont très flexibles en matière de configuration, elles ne permettent aucune souplesse pour ce qui est des modifications d'infrastructure et de niveaux de sécurité ou de service. De nombreux fournisseurs ont fait remarquer lors de la phase d'EAE que le Canada devait soit adopter des solutions infonuagiques commerciales, soit courir le risque d'obliger les soumissionnaires à construire des services gérés personnalisés afin de respecter les exigences de la DP.

Malheureusement, malgré les changements apportés dans les modifications de 1 à 10, les exigences de niveau de service, la base de paiement, les exigences de sécurité et de nombreuses exigences fonctionnelles de la demande de soumissions ne correspondent pas à une solution infonuagique disponible sur le marché. En outre, les définitions du modèle SaaS dans le glossaire et de la solution Web dans l'exigence C1.1 n'empêcheraient pas un soumissionnaire de proposer une solution de services gérés sécurisée. Nous estimons que cela va à l'encontre de l'esprit de ce que suggère le Canada dans sa réponse à la question n° 80. Pourtant, la proposition d'une solution de services gérés serait considérée comme une réponse totalement conforme.

Le soumissionnaire est inquiet qu'il n'y ait qu'un seul soumissionnaire ou moins de soumissionnaires qui répondent à l'appel d'offres et que le manque de clarté de l'exigence entraîne une situation où aucune soumission ne serait conforme. Pour que le processus d'approvisionnement et la mise en œuvre de la SAE soient réussis, nous suggérons que le Canada opte pour l'une des alternatives suivantes :

1. ajouter un processus de meilleure offre définitive à la demande de soumissions afin de permettre au soumissionnaire retenu et au Canada de négocier les modalités de la base de paiement ainsi que les exigences relatives au niveau de sécurité et de service du contrat subséquent;
ou
2. modifier les définitions et les références à l'infonuagique et à la solution SaaS dans la demande de propositions afin de permettre une solution infonuagique du secteur privé ou une solution de services gérés en vue de clore le débat sur la solution;
ou
3. poursuivre avec une solution infonuagique, mais prolonger sensiblement la date d'échéance de la réponse afin de laisser le temps de modifier l'appel d'offres pour permettre aux entrepreneurs principaux de proposer des solutions infonuagiques commerciales et leurs modalités prises en charge;
ou
4. diviser l'approvisionnement en deux parties : une partie pour l'achat du service infonuagique et une deuxième partie pour la configuration, l'exécution et l'impartition de l'application.

Nous demandons respectueusement que le Canada envisage l'une des options susmentionnées et modifie la DP en conséquence.

RÉPONSE: 378

Bien que le Canada estime que les exigences de la présente demande de propositions sont bien adaptées à une solution de nuage public, le Canada confirme que la définition du nuage SaaS donnée dans la demande de propositions n'interdit pas, en soi, de proposer une solution de nuage privé SaaS. Le Canada a considérablement repoussé la date de clôture des soumissions de la DP en partie pour laisser le temps nécessaire aux soumissionnaires de souligner les exigences ou les critères qui les empêchent de proposer une solution de nuage public SaaS. Afin que les soumissionnaires puissent proposer des solutions de nuage public, le Canada a également examiné ses exigences en profondeur. Il a ainsi supprimé et modifié un grand nombre d'exigences et a retiré un grand nombre d'exigences de niveau de service. Consultez la section « Changements » de la présente modification de la DP.

Si d'autres exigences empêchent les soumissionnaires de proposer une solution de nuage public, il incombe à ces

soumissionnaires de continuer à en aviser le Canada afin que ce dernier puisse continuer à y répondre de façon appropriée, dans la mesure du possible. Le Canada estime qu'une meilleure offre définitive pourrait présenter des risques liés à l'équité dans le cadre du processus d'approvisionnement concurrentiel. Le Canada prend note de la demande visant à diviser le processus d'approvisionnement en deux parties, mais il souhaite maintenir son approche actuelle.

QUESTION: 379

En ce qui concerne la section 6.8.1.4 – Essais d'acceptation par les utilisateurs, nous comprenons que cette exigence signifie que le gouvernement du Canada s'attend à mettre à l'essai toutes les fonctions du logiciel avant que celui-ci ne soit disponible dans l'environnement du modèle SaaS, ce qui permet à TPSGC de contrôler la mise en service des fonctions logicielles dans un modèle SaaS à plusieurs clients. En outre, cette exigence indique qu'à l'issue des essais d'acceptation par l'utilisateur, le processus d'acceptation se poursuit pendant 60 jours à compter de la date de production avec une période sans erreur qui est liée aux incidents (niveaux de gravité 1, 2 et 3).

D'après notre expérience, le processus ou le modèle ci-dessus ne se rencontre habituellement pas dans un modèle SaaS dans lequel l'ensemble des utilisateurs partage le même logiciel avec des personnalisations et des configurations propres au client effectuées en dehors du logiciel de base. En outre, les paramètres de la demande de propositions concernant l'acceptation définitive ne tiennent pas compte des réalités pratiques qui veulent que, de par sa nature, le logiciel comporte des défauts qui seront décelés au fil du temps. Aboutir à une conception logicielle « sans erreur » (la perfection) est extrêmement coûteux. Voici donc nos questions à cet égard :

- a) TPSGC pourrait-il préciser le but du processus d'essai d'acceptation par l'utilisateur en ce qui concerne les actualisations du logiciel de base ou les versions du modèle SaaS demandé?
- b) TPSGC envisagerait-il d'utiliser des paramètres qui sont conformes aux normes ISO dans ce domaine? (Remarque : on recommande que les critères de détermination des défauts [connus et non identifiés] soient établis avec les paramètres convenus et soient supérieurs à zéro défaut et à zéro incident).
- c) De plus, dans le cadre du présent article, le Canada pourrait-il envisager de réviser l'approche relative à la résiliation du contrat qui y est énoncée? Nous suggérons que l'option de résilier le contrat soit offerte après trois tentatives de correction d'un problème de gravité de niveau 1. Cette option ne devrait pas concerner les problèmes de gravité de niveau 2 ou 3 tant qu'ils font l'objet de travaux raisonnables.
- d) TPSGC pourrait-il envisager une retenue de paiement d'étape raisonnable (p. ex. 10 %), plutôt que de reporter l'acceptation de l'intégralité du paiement d'étape pendant 60 jours.

RÉPONSE: 379

Veuillez consulter la modification de l'Annexe 1 – Énoncé des travaux, Partie 6, section 6.8.1.4 – Essais d'acceptation par les utilisateurs et 6.8.2 Services de soutien continu à la section « Changements » de la présente modification de la demande de propositions.

QUESTION: 380

Question concernant les exigences Pré.08 et Pré.12, nous comprenons que ces deux exigences visent des sources de données externes faisant appel à du code XML ou à des API pour se connecter à la SAE. Toutefois, à la figure 2 de la section 4.3.2, on indique que ces deux sources de données emploient un bus de services d'entreprise pour se connecter à la SAE et que celles-ci font partie des systèmes internes du GC. Veuillez préciser.

RÉPONSE: 380

En ce qui concerne les exigences Int.08 et Int.12, l'interopérabilité entre la SAE et les solutions existantes du gouvernement du Canada sera traitée dans le cadre de l'Enterprise Service Bus. Ces applications sont sur le réseau du gouvernement du Canada, car il s'agit de sources de données internes. Consultez la section « Changements » de la présente modification de la DP.

QUESTION: 381

Est-il acceptable de satisfaire aux exigences fonctionnelles du produit au moyen d'engagements futurs de la feuille de route de produits, à condition que la fonctionnalité soit disponible avant la date requise selon le calendrier des jalons?

RÉPONSE: 381

Oui, les exigences fonctionnelles doivent être respectées aux dates indiquées dans le calendrier des étapes, à l'exception des exigences énoncées dans la pièce jointe 3 de la partie 4, Contrôle de validation de la soumission, qui doivent être en place au moment dudit contrôle. Consultez la section « Changements » de la présente modification de la DP pour obtenir la liste des exigences qui seront mises à l'essai dans le cadre du contrôle de validation de la soumission.

QUESTION: 382

- a) Quelles sont les heures de pointe pendant lesquelles on peut s'attendre à un volume élevé d'appels de service, de courriels, de messages instantanés, etc.?
- b) Quel est le volume maximal potentiel par jour?
- c) Quelles sont les saisons de pointe et les saisons basses de l'année? Quel est le volume potentiel d'appels de service, de courriels, de messages instantanés, etc. par saison?

RÉPONSE: 382

- a) Actuellement, la période entre 10 h et 16 h correspondrait à peu près à la période de pointe de la journée.
- b) Comme les volumes actuels ne sont pas représentatifs des volumes futurs du bureau de service, le Canada n'est pas en mesure de fournir une estimation du volume d'appels en période de pointe.
- c) Bien que les volumes d'appels actuels soient relativement uniformes tout au long de l'année, les mois de septembre à avril constituent la période de pointe, tandis que les mois de mai à août sont une période creuse, avec toutefois quelques journées chargées.

Quoi qu'il en soit, l'entrepreneur doit veiller à ce que le bureau de service réponde aux exigences de niveau de service, peu importe le volume d'appels.

Consultez les modifications apportées aux exigences pour le bureau de service dans la section « Changements » de la présente modification de la DP, en supprimant les exigences relatives à un bureau de service partagé.

QUESTION: 383

Concernant le changement n° 42 de la modification 11, l'État semble réticent à divulguer les critères qu'il utilisera pour le contrôle de la validité de la proposition, tant pour les articles faisant l'objet de l'évaluation que pour les cotes correspondantes. Étant donné qu'il s'agit d'une étape binaire du processus d'attribution de contrat (p. ex. retenu/non retenu), l'État se réserve le droit de passer à un autre répondant si l'on juge que le contrôle de la validité de la proposition n'a pas été réussi. L'État peut-il expliquer la raison d'être d'une telle approche?

De plus, il semble y avoir une dichotomie quant à l'attente que la solution prête à l'emploi réponde aux exigences visant 900+ articles (décrites à l'annexe 1 de l'énoncé des travaux), alors que le soumissionnaire retenu disposera d'une période de 36 mois pour mettre en œuvre la pleine gamme d'exigences fonctionnelles. L'État peut-il expliquer la raison d'être de l'attente selon laquelle « *la solution proposée doit à ce moment-là être complète et fonctionnelle, et démontrer les exigences décrites dans le contrôle de la validité de la proposition* », comme il est indiqué au changement n° 42 de l'article 8. ii de la modification 11?

RÉPONSE: 383

Veuillez-vous reporter à la réponse à la question n° 381.

QUESTION: 384

À la page 33 de la DP, EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ POUR LES FOURNISSEURS CANADIENS, on indique que tout entrepreneur et sous-traitant offrant des services et réalisant les travaux décrits dans le contrat doit en tout temps posséder une vérification d'organisation désignée valide, avec autorisation de détenir des renseignements. La LVERS permet également de faire appel à des employés n'ayant pas fait l'objet d'une vérification pour une partie du travail (laquelle n'exige sans doute pas l'accès à des données Protégé B). Dans ces cas, les fournisseurs de logiciels/matériel et certains sous-traitants qui n'ont aucun accès aux données Protégé B ont-ils toujours besoin d'une vérification d'organisation désignée valide ainsi que d'une cote de protection de documents approuvée au niveau **PROTÉGÉ B** délivrée par la Direction de la sécurité industrielle canadienne (DSIC) de TPSGC?

RÉPONSE: 384

Le Canada confirme que les fournisseurs et les sous-traitants n'ayant pas accès aux renseignements PROTÉGÉ B ou à un site à accès restreint ou susceptible de contenir de l'information de nature délicate nécessitant une cote de fiabilité n'auraient pas besoin de détenir une attestation de vérification d'organisation désignée. La décision relative à l'existence d'exigences de sécurité serait prise en collaboration avec l'entrepreneur et le Canada.

QUESTION: 385

Dans la modification 13 de la demande de propositions, la question n° 271 porte sur l'exigence Pré.12 et demande s'il y a une interface permettant de réunir à la fois les renseignements des profils de sécurité et les renseignements des attestations de sécurité; toutefois, la réponse n° 271 fait référence à la section « Changements » de la modification de la demande de propositions concernant les changements apportés aux étapes et à l'exigence de 100 commandes. La réponse ne semble pas correspondre à la question. Nous demandons que TPSGC passe en revue sa réponse à la question n° 271, comme il semble s'agir de la réponse à la question n° 281.

RÉPONSE: 385

Pour consulter la réponse révisée à la question n° 271, veuillez-vous reporter à la section « Changements » de la présente modification de la demande de propositions.

QUESTION: 386Modification n° 13, changement 65, c. Option pour la section F – Gestion financière

La DP précise ce qui suit : « Pour les travaux décrits dans la sous-section 7.2.6 – Exigences fonctionnelles : Section F – Gestion financière de l'énoncé des travaux dans l'Annexe 1 : En contrepartie de l'exécution satisfaisante par l'entrepreneur de toutes ses obligations en vertu de l'autorisation de tâches approuvée, le Canada paiera à l'entrepreneur un prix de lot ferme mensuel pour tous les services indiqués à la section 7.2.6 ». Cela signifie-t-il que tous les travaux d'intégration requis entre la SAE et le SMGF dorsal seront considérés comme facultatifs et qu'ils seront réalisés par commande de tâches? Si ce n'est pas le cas, pourriez-vous préciser quels travaux d'intégration font partie de la portée de base obligatoire du projet de SAE et lesquels feront l'objet de commandes de tâches?

RÉPONSE: 386

Les travaux nécessaires à l'intégration entre la SAE et les SMGF dorsaux devraient être inclus dans le prix de lot ferme par version du SMGF pour la transition de la gestion financière, comme il est précisé dans la base de paiement de la DP et à l'Annexe 3 – *Barème de prix*. Veuillez consulter les modifications à la section 7.2.6 de l'Annexe 1 – *Énoncé des travaux* et à l'Annexe 3 – *Barème de prix* dans la section « Changements » de la présente modification de la DP.

QUESTION: 3875.6.3 Structure du bureau de service

La DP stipule que l'entrepreneur « doit aussi prendre en charge la réception des appels internationaux en fournissant des numéros de téléphone sans frais appropriés aux appelants internationaux. » Afin de bien établir l'estimation des coûts pour les appels internationaux sans frais, pourriez-vous indiquer les pays pour lesquels des numéros sans frais doivent être créés ainsi que les volumes d'appels de ces pays? Comme solution de rechange, un numéro sans frais au Canada peut être créé et utilisé pour les appels internationaux si l'État juge cette solution acceptable.

RÉPONSE: 387

Le Canada a révisé l'exigence concernant la mise à disposition d'un numéro sans frais pour les appelants au Canada seulement. Consultez la section « Changements » de la présente modification de la DP.

QUESTION: 388

Afin que la SAE fonctionne correctement à la suite de l'intégration au système dorsal de planification des ressources de l'entreprise (PRE), certains objets de données (tels que les codes de produits et de fiches fournisseurs) doivent être migrés des systèmes de PRE et des systèmes existants vers la SAE. Veuillez préciser si TPSGC fournira des données selon les spécifications de la SAE qui seront prêtes à être importées dans la SAE. Sinon (TPSGC s'attend à ce que l'entrepreneur nettoie et transforme les données pertinentes avant l'importation dans la SAE), nous aimerions demander d'utiliser les outils d'extraction, de transformation et de chargement des données de TPSGC pour ces tâches afin de réduire au minimum les risques liés aux données pour le GC. Veuillez fournir le nom des outils d'extraction, de transformation et de chargement pouvant être utilisés.

RÉPONSE: 388

Veuillez-vous reporter à la réponse à la question n° 340.

QUESTION: 389

Nous nous attendons à ce que des outils de gestion de la formation du GC soient utilisés pour la gestion de la formation liée à la SAE (p. ex. gestion des documents de formation, outil d'autoformation sur le Web et gestion de la formation des employés). Il est dans l'intérêt supérieur du GC de conserver le contrôle de ces processus et outils de formation afin que les employés et les utilisateurs externes puissent avoir une expérience de formation uniforme. Nous vous prions de le confirmer.

RÉPONSE: 389

Oui, le GC sera responsable des outils de formation, comme le système de gestion de l'apprentissage, et des processus de formation du GC.

QUESTION: 390

Réponse 251 b), e) et f)

Pour obtenir une note de 5 au critère C1.1, section B, est-ce que chacun des projets du portefeuille peut contribuer à l'atteinte du critère? Par exemple, si chacun des 5 projets répond à différents critères, et qu'ainsi les projets réunis à titre de portefeuille permettent de répondre à l'ensemble des critères, est-ce que le soumissionnaire obtiendra une note de 5 au critère C1.1, section B?

RÉPONSE: 390

Le Canada confirme que la section B du critère C1.1 sera évaluée en fonction de la ressemblance et de la pertinence du portefeuille de projets par rapport aux critères énoncés à la section B du critère C1.1. Chaque projet peut contribuer à l'atteinte des critères dans la mesure où il y a ressemblance et pertinence par rapport aux critères énoncés.

QUESTION: 391

En ce qui concerne la question et la réponse n° 331 de la modification n° 14, étant donné que le Canada reconnaît que *certaines fonctionnalités pourraient devoir être développées*, le Canada peut-il confirmer que ces fonctionnalités (nécessitant une adaptation) ne feront pas partie du contrôle de validation de la soumission (étant donné qu'elles ne seraient logiquement pas prêtes pour ce contrôle)?

RÉPONSE: 391

Veuillez-vous reporter à la réponse à la question n° 381.

QUESTION: 392

Aux jalons 3 à 6 ainsi qu'au jalon 8, il est indiqué que les fonctions doivent être déployées dans l'environnement de production dans les deux langues officielles et faire l'objet d'un projet pilote. Le GC a-t-il des exigences précises quant à ce projet pilote, ou est-il acceptable que l'entrepreneur prévoie et propose une durée et un nombre d'utilisateurs dans son plan de mise en œuvre proposé?

RÉPONSE: 392

Le Canada confirme que l'entrepreneur doit présenter, dans le plan de mise en œuvre proposé, une approche en matière de projets pilotes.

QUESTION: 393

Selon la réponse à la question n° 273 de la modification n° 13, nous comprenons que TPSGC ne sait pas encore quel type d'objets de données nécessiteront un dédoublement ou un nettoyage. TPSGC pourrait-il confirmer que tous les travaux liés au dédoublement ou au nettoyage seront effectués de façon ponctuelle par l'intermédiaire d'une autorisation de tâche et conformément à la section 7.2 – Travaux facultatifs définis? Si les efforts de dédoublement et de nettoyage ne font pas partie d'autorisations de tâches, il y aura des répercussions sur les coûts et le calendrier de projet global conformément aux jalons énoncés dans la demande de propositions. Par exemple, s'il faut procéder au dédoublement et au nettoyage des fournisseurs entre la SAE et le Système ministériel de gestion des finances et du matériel (SMGFM), il s'agit d'une vaste tâche exigeant des efforts de coordination tant du point de vue de la SAE que du SMGFM. Dans cet exemple, nous supposons que les données sur les fournisseurs seraient simplement fournies au fournisseur de la SAE dans les formats de fichiers indiqués dans la demande de propositions pour le chargement des fournisseurs. Les efforts de nettoyage et de dédoublement des fournisseurs entre la SAE et le SMGFM auraient lieu par la suite.

RÉPONSE: 393

Veuillez consulter les réponses aux questions n° 339 et 340.

QUESTION: 394

En fonction de la réponse à la question n° 226 de la modification n° 13, nous comprenons qu'il est impossible de savoir pour le moment si les accords et les contrats existants liés à l'effectif occasionnel seront migrés ou non à la SAE. Pouvez-vous confirmer que dans l'éventualité où TPSGC déciderait de migrer ces accords et contrats dans la SAE, ce travail sera réalisé sur demande par l'intermédiaire d'une autorisation de tâches et conformément à la section 7.2 – Travaux facultatifs définis?

RÉPONSE: 394

Le Canada confirme que dans l'éventualité où des services seraient requis pour appuyer le Canada dans le cadre de la migration des contrats et des accords vers la SAE, ces services seront obtenus sur demande par l'intermédiaire d'une autorisation de tâches et conformément à la section 7.2 – Travaux facultatifs définis.

QUESTION: 395

Le changement 60 de la modification n° 13 indique que le Service électronique d'appels d'offres du gouvernement doit être livré dans le cadre du jalon 8. En ce qui concerne les travaux devant être acceptés par le chargé de projet, il est indiqué que « tous les ministères et organismes du GC sont passés au nouveau Service électronique d'appels d'offres du gouvernement (SEAOG) ». Nous croyons que l'intégration de tous les ministères et organismes du GC augmente considérablement le risque lié à ce jalon, étant donné que tous les soumissionnaires devraient prévoir et inclure les coûts associés à cette tâche difficile, ce qui pourrait les mener à présenter un prix plus élevé. Par conséquent, TPSGC pourrait-il envisager d'inclure un nombre fixe de ministères et d'organismes du GC à intégrer dans le cadre de ce jalon, et d'intégrer le reste des ministères et organismes du GC par l'intermédiaire du processus d'autorisation de tâche? De plus, veuillez préciser les points suivants :

- a) Quel est le rôle du soumissionnaire/de l'entrepreneur dans l'intégration de tous les ministères et organismes du GC?
- b) Le soumissionnaire/l'entrepreneur sera-t-il responsable de traiter directement avec les ministères et organismes du GC, ou la liaison se fera-t-elle par l'intermédiaire de personnes-ressources au sein de TPSGC?
- c) Selon notre expérience, l'intégration de tous les ministères et organismes du GC pourrait être difficile à réaliser en l'absence de dispositions législatives appuyant ce projet. TPSGC peut-il confirmer s'il a envisagé cet aspect?

RÉPONSE: 395

Conformément aux accords commerciaux internationaux du Canada, tous les appels d'offres publics du gouvernement fédéral doivent être publiés sur le Service électronique d'appels d'offres du gouvernement (SEAOG). Par conséquent, le SEAOG de la SAE sera obligatoire pour les ministères et organismes du GC aux fins de conformité avec les dispositions réglementaires des obligations commerciales du Canada. L'intégration de tous les ministères et organismes du GC représente par conséquent une composante essentielle de la livraison du jalon 8, et demeurera une exigence.

Les services de l'entrepreneur visant à appuyer le Canada dans le cadre de l'intégration des ministères et des organismes doivent être conformes aux travaux décrits dans l'énoncé des travaux et aux plans figurant à la section 6.10.8 b). Le Canada facilitera et appuiera l'intégration des ministères et des organismes du GC à la SAE conformément aux plans et prévoit l'application d'une approche de collaboration dans le cadre de l'intégration, en partenariat avec les ministères participants.

À l'intention des soumissionnaires, en plus des utilisateurs de Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC) qui publieront des appels d'offres sur le Service électronique d'appels d'offres du gouvernement (SEAOG) au moyen de la Solution d'achats électroniques (SAE), environ 1 400 utilisateurs du GC devront être intégrés au nouveau SEAOG s'ils n'ont pas été entièrement intégrés à la SAE.

QUESTION: 396

Selon le changement 72 de la modification n° 13, TPSGC compte 1 295 des 3 122 employés responsables des achats et de l'approvisionnement parmi les ministères indiqués. Pour nous aider à mesurer le soutien requis relativement aux changements et à la formation, le Canada pourrait-il fournir davantage de précisions sur les 1 295 employés de TPSGC responsables des achats et de l'approvisionnement, afin que nous puissions savoir de quels types d'utilisateurs il s'agit (p. ex. analystes de contrats, spécialistes de la sélection de fournisseurs, acheteurs) ou est-il attendu que tous les employés responsables des achats et de l'approvisionnement, peu importe leur rôle, recevront tous la même formation?

RÉPONSE: 396

Les employés responsables des achats et de l'approvisionnement de TPSGC regroupent des employés dans la région de la capitale nationale et dans les bureaux régionaux, à des niveaux de classification variant de postes de subalternes à des postes de gestionnaires. Les tâches sont généralement uniformes au sein des utilisateurs d'un même niveau de classification (ainsi, la plupart des agents de l'approvisionnement exercent des fonctions semblables); toutefois, les gestionnaires ont naturellement des tâches supplémentaires de gestion et de surveillance.

On prévoit que, avant d'accéder à la SAE, les utilisateurs devront suivre une formation obligatoire en ligne (sur ordinateur). On prévoit également que la formation donnée par l'instructeur s'adressera aux administrateurs autorisés, y compris le personnel technique du GC maintenu en poste; la formation serait donnée à environ 100 utilisateurs. Veuillez consulter les sections 6.7.3 – Plan de formation et 6.7.4 – Prestation de la formation de l'Annexe 1 – Énoncé des travaux ainsi que la réponse à la question n° 199.

QUESTION: 397

Pour garantir que les soumissionnaires disposent du nombre approprié de ressources pour la livraison de la SAE, plus particulièrement concernant la formation, la gestion du changement et l'habilitation des fournisseurs, il est important que les soumissionnaires sachent quels employés internes de SPAC seront consacrés au projet de SAE. Veuillez fournir une répartition des ressources (nombre total) et des types de postes ou d'ensembles de compétences qui seront consacrés au projet pendant la phase de transition d'entrée et la phase opérationnelle.

RÉPONSE: 397

Conformément à la réponse à la question n° 199, il est prévu que le personnel retenu par le GC pour le projet sera d'environ 100 personnes au point le plus exigeant de la mise en œuvre des jalons, soit à titre de personnel de projet consacré ou de ressources de soutien provenant de diverses disciplines, y compris des experts des affaires, de la gestion de projet, de la sécurité et de la technologie de l'information, des communications, de la gestion du changement, de la formation et de l'habilitation.

QUESTION: 398

La réponse n° 271 de la modification n° 13 semble se rapporter à une autre question.

RÉPONSE: 398

Veuillez-vous reporter à la réponse à la question n° 385.

TOUTES LES AUTRES MODALITÉS ET LES CONDITIONS DEMEURENT INCHANGÉES.